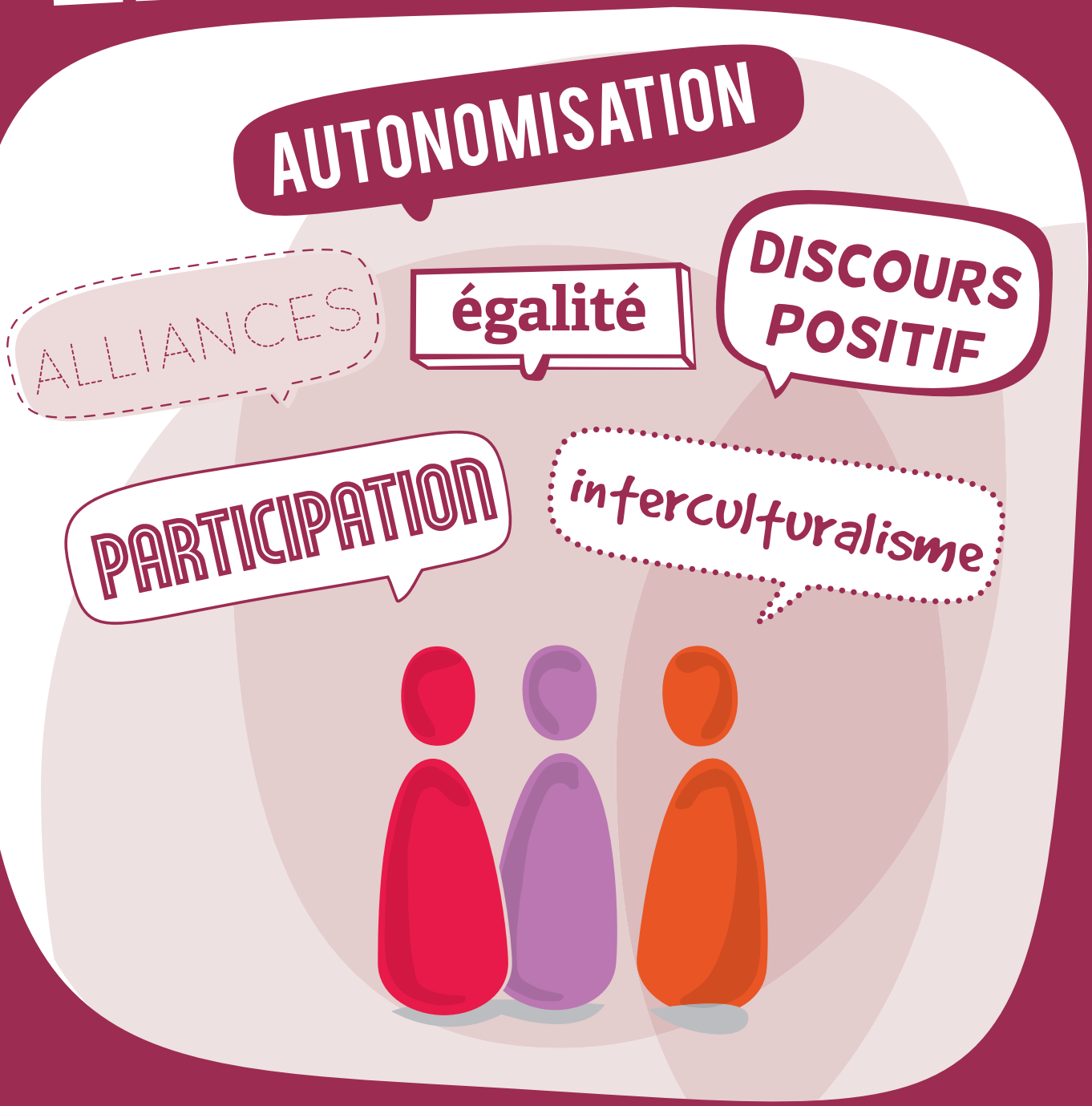
GUIDE PRATIQUE

PROJETS D'INTEGRATION AU NIVEAU LOCAL



Réseau européen contre le racisme

Publié par le Réseau européen contre le racisme (ENAR) à Bruxelles en 2011.

Cette publication est soutenue dans le cadre du programme communautaire pour l'emploi et la solidarité sociale PROGRESS (2007-2013). Ce programme est géré par la Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances de la Commission européenne. Il a été établi pour appuyer financièrement la poursuite des objectifs de l'Union européenne dans les domaines de l'emploi et des affaires sociales, tels qu'ils sont énoncés dans l'agenda social, et contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de la stratégie de Lisbonne dans ces domaines. Le programme, qui s'étale sur sept ans, s'adresse à toutes les parties prenantes susceptibles de contribuer à façonner l'évolution d'une législation et de politiques sociales et de l'emploi appropriées et efficaces dans l'ensemble de l'UE-27, des pays de l'AELE-EEE ainsi que des pays candidats et pré-candidats à l'adhésion à l'UE.

PROGRESS a pour mission de renforcer la contribution de l'UE et d'aider ainsi les États membres à respecter leurs engagements et mener à bien leur action. Dès lors, il contribuera à fournir:
1. une analyse et des conseils dans les domaines d'activité qui lui sont propres;
2. à assurer le suivi et à faire rapport sur l'application de la législation et des politiques communautaires dans ces mêmes domaines;
3. à promouvoir le transfert de politiques, l'échange de connaissances et le soutien entre les États membres concernant les objectifs et priorités de l'Union;
4. à relayer les avis des parties prenantes et de la société au sens large.

Pour plus d'informations: http://ec.europa.eu/progress

ENAR tient également à adresser ses profonds remerciements au Programme européen pour l'intégration et la migration (EPIM), une initiative du Réseau européen des fondations (NEF), pour son soutien à ce projet.

Les informations contenues dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position ou l'opinion de la Commission européenne ni du Réseau européen des fondations.

Mise en page et impression par Crossmark.
Traduction par Dominique Barbier.

TABLE DES MATIERES

Introduction ..... p 2

Section 1: POURQUOI L'INTÉGRATION EST-ELLE IMPORTANTE DANS NOTRE TRAVAIL? ..... p 4

Qu'entendons-nous par 'intégration'? ..... p 5

Qu'entend l'UE par 'intégration' et quel est son rôle dans la mise en œuvre de celle-ci? ..... p 6

Comment évaluons-nous l'impact des politiques d'intégration de l'UE? ..... p 9

La politique de l'UE tiraillée dans deux directions: laquelle s'imposera? ..... p 12

Les 15 principes d'ENAR pour définir le cadre d'une approche positive de la migration ..... p 14

Section 2: LES PRINCIPES MIS EN PRATIQUE: LES PROJETS D'INTEGRATION DES PARTENAIRES MRIP ..... p 16

Belgique: L'intégration des jeunes de familles immigrées ..... p 17

Bulgarie: Influencer les perceptions publiques des immigrés ..... p 20

Chypre: Campagne pour les droits des travailleurs domestiques migrants ..... p 24

Italie: Un quartier de migrants s'organise pour disposer de meilleures ressources ..... p 28

Suède: Les femmes africaines et le marché de l'emploi ..... p 31

Royaume-Uni: Etablir une base communautaire pour l'intégration ..... p 35

Section 3: PLANIFIER DES PROJETS D'INTÉGRATION ..... p 39

Qu'est-ce qu'un 'bon' projet d'intégration ? ..... p 40

Six façons de planifier des projets d'intégration en vue d'obtenir des résultats qui soutiennent les droits des migrants ..... p 41

Conclusion ..... p 47

INTRODUCTION

En quoi consiste ce guide pratique?

Ce guide est conçu pour aider les associations qui travaillent avec des communautés de migrants pour soutenir leur intégration, essentiellement aux niveaux local et régional. Il donne des conseils sur les principes qui devraient sous-tendre les projets et cherche à promouvoir l'intégration comme un "processus dynamique à double sens d'acceptation mutuelle de la part de tous les immigrants et résidents des Etats membres" (1er Principe de base commun de l'UE sur l'intégration).

Il met en valeur les pratiques prometteuses d'intégration des migrants en vue d'informer les associations qui recherchent des exemples de bonne pratique dans ce domaine de travail. Ce faisant, ce guide expose les façons dont l'intégration des migrants s'insère dans le cadre plus large de la politique sociale et des politiques menées au niveau de l'Union européenne et des Etats membres, ainsi que des préoccupations des autorités régionales et locales. Ce guide vise également à influencer les approches d'autres pays et, surtout, celle de l'UE, en ayant un impact sur des politiques d'intégration constructives élaborées aux niveaux local et national.

Ce guide s'appuie sur le travail d'associations de soutien aux migrants dans six pays européens. Chacune de ces organisations a examiné, dans une mesure plus ou moins large, son travail dans le contexte des "Principes de base communs sur l'intégration des immigrants dans l'Union européenne" (PBC). Les associations suivantes ont contribué à ce travail: Institut de recherche, formation et action sur les migrations, IRFAM - Belgique, Association pour l'intégration des réfugiés et des migrants - Bulgarie, KISA - Action pour l'égalité, le soutien et l'antiracisme - Chypre, Centro d'Iniziativa per l'Europa del Piemonte - Italie, Centre contre le racisme - Suède et le UK Race and Europe Network - Royaume-Uni.

A qui est destiné ce guide?

Ce guide a été conçu pour aider les groupes qui travaillent dans des contextes locaux et régionaux avec les communautés de migrants dans le domaine de l'intégration. Il s'adresse à toute personne intéressée par l'idée d'une bonne pratique visant l'intégration des migrants et présente la manière de promouvoir cette bonne pratique comme moyen permettant d'atteindre une plus grande égalité et une plus grande équité dans l'ensemble de la société européenne.

Comment l'utiliser?

Si vous pensez que l'intégration est un processus "d'acceptation mutuelle" qui implique aussi bien les communautés immigrées que les communautés d'accueil, alors ce guide peut servir à clarifier les principes pratiques, qui seront d'une importance cruciale pour tous les aspects de vos activités.

Il se doit d'apporter une réponse aux questions portant sur les sujets suivants:

- Les objectifs que les projets d'intégration des migrants devraient poursuivre;
- L'éventail des activités et des actions qui vous orienteront vers la réalisation de ces objectifs;
- La façon dont le fonctionnement du projet peut être suivi afin de garantir que vous progressez vers la réalisation de vos objectifs;
- La façon de communiquer les résultats de votre travail à un plus grand public.

Comment a-t-il été développé?

Pour changer la polémique négative qui entoure les débats contemporains sur la migration, le Réseau européen contre le racisme (ENAR) est convaincu que les voix des migrants doivent être entendues dans les sphères décisionnelles nationales et de l'UE et que les organisations de migrants elles-mêmes représentent la ressource la plus efficace pour identifier les bonnes pratiques en matière d'intégration. A cet effet, le projet "Migrants, Droits et Intégration" (MRIP) a été développé par ENAR et a débuté en 2009.

Les partenaires du projet MRIP se composaient d'organisations membres d'ENAR en Belgique, en Bulgarie, à Chypre, en Italie, en Suède et au Royaume-Uni. Elles ont été invitées à identifier les projets se déroulant dans leurs pays qui seraient soumis à un examen par les pairs et qui jetteraient quelque lumière sur les façons dont l'intégration a été abordée. L'objectif était d'en savoir plus sur la façon dont le projet a été planifié et formulé; les questions ont été abordées; les points de vue des parties prenantes clés telles que les autorités locales, les professionnels, les syndicats et les dirigeants des communautés ont été intégrés; et d'examiner dans quelle mesure les migrants eux-mêmes ont assuré un leadership et une orientation dans ce travail. En outre, cela a été suivi d'une évaluation des résultats positifs et négatifs.

Le projet MRIP a été conçu pour inclure des groupes qui soumettraient un éventail d'expériences à son examen. Parmi ces expériences, il y avait celles des pays dotés d'une expérience relativement récente de la migration (Bulgarie et Chypre), des pays qui ont mis en place des politiques d'immigration et d'intégration au cours ces deux dernières décennies (Italie et Suède), et des pays qui ont une plus longue histoire en matière d'accueil des migrants (Belgique et Royaume-Uni). Le projet MRIP souhaitait examiner un éventail de types de projets différents ayant des objectifs divers et impliquant différentes parties prenantes. Les projets couvraient quatre thèmes, qui sont mentionnés dans le Cadre commun pour l'intégration des ressortissants de pays tiers dans l'UE[1], notamment l'emploi (Chypre et Suède), l'engagement civique (Italie et Royaume-Uni), les images médiatiques (Bulgarie) et le bien-être familial (Belgique).

Comment ce guide est-il structuré?

La **section 1** commence par mettre en lumière la raison pour laquelle l'intégration est importante pour les organisations qui travaillent avec des communautés de migrants. Cette section explique à la fois ce que ENAR et l'UE entendent par le terme "intégration". Elle incorpore un tableau montrant la pertinence des 15 principes d'ENAR pour une approche positive de la politique migratoire[2], à prendre en considération lors de la mise en œuvre de projets d'intégration au niveau local. Cette section examine aussi les propositions de l'UE en matière d'intégration et la façon de mesurer l'impact des politiques d'intégration de l'UE. Elle révèle également les tensions qui existent entre les politiques d'intégration et d'autres domaines politiques de l'UE.

La **section 2** offre des exemples concrets de projets d'intégration en examinant les projets des partenaires MRIP en Belgique, en Bulgarie, à Chypre, en Italie, en Suède et au Royaume-Uni.

La **section 3** va au cœur du problème et donne des conseils pour la planification de projets d'intégration. Elle décrit les questions sur lesquelles devrait se centrer un projet d'intégration des migrants réussi et offre six pistes pour planifier des projets d'intégration en vue de résultats qui soutiennent les droits des migrants.

1 http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52005DC0389:FR:HTML

2 http://cms.horus.be/files/99935/MediaArchive/pdffr/MigrationPublication_FR_Lowres.pdf

SECTION 1

POURQUOI L'INTÉGRATION EST-ELLE IMPORTANTE DANS NOTRE TRAVAIL?

ENAR croit en une approche européenne progressiste de l'intégration qui reconnaisse que l'antidiscrimination et l'inclusion sociale sont des conditions préalables à des stratégies d'intégration réussies. Nous plaidons en faveur d'une rupture par rapport aux approches actuelles, tant au niveau national qu'européen, qui considèrent l'intégration comme un sous-ensemble des politiques migratoires. L'intégration doit être un thème transversal portant sur un éventail de domaines politiques, qui comprennent la migration, l'inclusion sociale, la citoyenneté, le dialogue interculturel, l'éducation et l'emploi. ENAR a pour objectif d'élaborer de meilleurs paradigmes, outils et mesures afin de promouvoir le développement de parcours d'intégration répondant au mieux aux besoins spécifiques de communautés particulières et de leurs membres.

Qu'entendons-nous par 'intégration'?

Il s'agit d'un terme porteur d'une histoire complexe. Pour certains politiciens des Etats membres de l'UE, l'intégration des migrants signifie littéralement que les nouveaux venus adoptent les mêmes points de vue et perspectives et se comportent de la même façon que les citoyens établis de longue date. Lorsque le concept d'intégration se centre sur cette approche, les migrants sont mis dans une situation clairement désavantageuse. L'attention est attirée sur le fait que, le cas échéant, ils ne maîtrisent parfois pas la langue nationale ou s'expriment avec un accent étranger. On insiste peu sur le fait que, même lorsqu'ils parlent la langue de la société d'accueil, une injustice plus fondamentale se révèle au travers des inégalités en matière d'emploi, de logement et de santé. L'approche préconisée dans cette boîte à outils favorise assurément l'assistance accordée aux migrants pour l'apprentissage de la langue du pays d'accueil mais il importe également de montrer combien la compétence linguistique permet plus de progrès dans la gestion des inégalités profondément enracinées qui existent dans nos sociétés. Si l'intégration ne contribue pas à atteindre cette égalité, nos communautés resteront divisées.

Angela Merkel, Chancellière d'Allemagne:
«Ceux qui souhaitent participer doivent non seulement se conformer à nos lois mais doivent aussi maîtriser notre langue.»
Discours à Potsdam, le 16 octobre 2010

David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni:
«... une véritable intégration prend du temps. C'est la raison pour laquelle, lorsqu'un grand nombre de nouvelles personnes sont arrivées dans des quartiers, qui étaient peut-être incapables de parler la même langue que ceux qui y vivaient et qui, dans certains cas, ne souhaitaient pas vraiment s'intégrer, cela a créé une forme de malaise et de fracture dans certains quartiers. Beaucoup de personnes ont vécu une telle expérience dans notre pays - et je crois qu'il est faux et injuste de ne pas en parler et de ne pas aborder ce problème.»
Discours à Hampshire, le 14 avril 2011

Les exemples ci-contre dépeignent une compréhension assez limitée de l'intégration, qui ne suffirait pas pour notre travail d'intégration. Ces citations simplifient à l'excès les véritables enjeux. Elles ôtent également la responsabilité d'autres parties prenantes et imposent plutôt toute la responsabilité de la cohésion communautaire sur les migrants. On trouve peu d'exemples d'une terminologie positive dans la bouche des politiciens dans les discours politiques dominants. Il est plus fréquent de trouver la diversité traitée comme un problème, qui peut être amélioré par des processus d'intégration.

L'intégration ne peut être présentée comme un processus d'assimilation, dans lequel les nouveaux arrivants sont censés perdre tous les principaux aspects de leur identité afin de "nous ressembler davantage". Les communautés modernes prospèrent davantage par leur diversité et leur capacité à créer des valeurs de respect et de réciprocité dans les différents secteurs que par l'imposition de règles d'uniformité et d'obéissance. La politique d'intégration devrait avoir pour objectif de renforcer la capacité des communautés à offrir ce respect mutuel et ce sens de l'obligation partagée.

Ainsi donc:

- Nous ne recherchons pas des résultats simplistes qui supposent que les nouveaux venus seront assimilés afin de devenir "comme nous".
- Nous recherchons le dialogue entre des groupes qui

POURQUOI L'INTÉGRATION EST-ELLE IMPORTANTE DANS NOTRE TRAVAIL?

ont des points de départ différents quant à leur héritage culturel, en maintenant un respect mutuel au cœur de la discussion.

- Nous visons l'utilisation d'un langage qui parle de diversité comme faisant partie du potentiel de la société moderne, que les politiques d'intégration peuvent nous aider à réaliser.
- Pour développer ce travail, il nous faut rassembler un large éventail de parties prenantes et de partenaires différents autour d'une table, notamment des représentants des gouvernements locaux, des services éducatifs et autres services publics, des associations professionnelles, des syndicats, des organisations confessionnelles et des départements gouvernementaux nationaux.
- Nous encourageons les associations à prendre en compte les 15 principes d'ENAR lorsqu'elles planifient des activités d'intégration des migrants (voir page 14).

Qu'entend l'UE par 'intégration' et quel est son rôle dans la mise en œuvre de celle-ci?

Au cours de la dernière décennie, les fondements d'une politique migratoire commune de l'UE ont été graduellement posés. En 2004, le Conseil de l'UE a adopté le Programme de la Haye pour la Justice et les Affaires intérieures, qui établit que la gestion efficace de la migration par les Etats membres de l'UE s'inscrit dans l'intérêt de tous et est porteuse de bénéfices tels que des économies plus fortes, une plus grande cohésion sociale, un sentiment accru de sécurité et une diversité culturelle.[3] Des stratégies visant une intégration réussie des immigrés en séjour légal et de leurs descendants étaient nécessaires dans le cadre de cet objectif global d'une gestion efficace de la migration. Les Principes de base commun de la politique d'intégration des immigrants, une série de lignes directrices non contraignantes, ont donc été adoptés par les Etats membres de l'UE dans le cadre du Programme de la Haye et visaient à servir de point de référence pour leurs politiques d'intégration nationales.

En 2005, l'UE a présenté un "Cadre commun pour l'intégration des ressortissants de pays tiers dans l'Union européenne"[4] qui proposait des mesures concrètes afin de mettre en pratique les Principes de base communs (PBC) aux niveaux européen et national. Ce cadre énonçait ce qui devait être réalisé au niveau national pour faire progresser ces principes ainsi que le rôle de l'UE dans le soutien de ces initiatives.

Bien que la politique d'intégration de l'UE prenne la forme de principes non contraignants, elle sug-

«L'intégration implique le respect des valeurs fondamentales de l'Union européenne.»

Le cadre de l'UE propose de :

- mettre l'accent sur l'orientation civique dans les programmes d'introduction au niveau national.
- inclure l'intégration des non-ressortissants de l'Union européenne dans les futurs programmes de l'Agence des droits fondamentaux (FRA).

«L'intégration est un processus dynamique à double sens d'acceptation mutuelle de la part de tous les immigrants et résidents des Etats membres.»

Le cadre de l'UE propose de:

- renforcer la capacité de la société d'accueil à s'adapter à la diversité.
- renforcer le rôle des organismes privés dans la gestion de la diversité.
- promouvoir la confiance et les bonnes relations dans les quartiers.
- encourager la coopération avec les médias.

3 http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/jha/82871.pdf

4 http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52005DC0389:FR:HTML

Principes de base communs de la politique d'intégration des immigrants dans l'Union européenne:

1. L'intégration est un processus dynamique à double sens d'acceptation mutuelle de la part de tous les immigrants et résidents des Etats membres.

2. L'intégration implique le respect des valeurs fondamentales de l'Union européenne.

3. L'emploi est une composante clé du processus d'intégration et il est essentiel pour assurer la participation des immigrants, pour favoriser la contribution qu'ils apportent à la société d'accueil et pour rendre cette contribution visible.

4. Une connaissance de base de la langue, de l'histoire et des institutions de la société d'accueil est un élément indispensable de l'intégration; il est essentiel de donner aux immigrants la possibilité d'acquérir cette connaissance de base pour réussir l'intégration.

5. Il est crucial de consentir des efforts dans le domaine de l'enseignement afin de permettre aux immigrants, notamment à leurs descendants, de mieux réussir et de participer plus activement à la société.

6. La possibilité pour les immigrants d'avoir accès aux institutions, ainsi qu'aux biens et services publics et privés, sur un pied d'égalité avec les citoyens nationaux et d'une manière non discriminatoire, est un fondement essentiel d'une meilleure intégration.

7. Les échanges fréquents entre immigrants et citoyens des Etats membres sont un mécanisme fondamental de l'intégration. L'organisation de forums communs, d'un dialogue interculturel, de cours sur les immigrants et leurs cultures, ainsi que l'amélioration des conditions de vie en milieu urbain favorisent les échanges entre immigrants et citoyens des États membres.

8. La pratique de cultures et de religions différentes est garantie par la Charte des droits fondamentaux et doit être sauvegardée, à moins qu'elle soit contraire à d'autres droits européens inaliénables ou à la loi nationale.

9. La participation des immigrants au processus démocratique et à la formulation des politiques et mesures d'intégration, en particulier au niveau local, favorise leur intégration.

10. L'inclusion des politiques et des mesures en matière d'intégration dans tous les domaines politiques, à tous les niveaux de pouvoir et dans les services publics pertinents est un élément important pour la formation et la mise en œuvre des politiques publiques.

11. La définition d'objectifs, d'indicateurs et de mécanismes d'évaluation clairs est indispensable si l'on veut adapter la politique, évaluer les progrès accomplis en matière d'intégration et rendre plus efficaces les échanges d'informations.

Voir http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/jha/82871.pdf

POURQUOI L'INTÉGRATION EST-ELLE IMPORTANTE DANS NOTRE TRAVAIL?

gère également l'adoption de lignes de conduite bien définies à l'intention des décideurs politiques et des praticiens. Suivant la structure des Principes de base communs (PBC), le Cadre commun de l'UE sur l'intégration prend chaque principe à tour de rôle, considère sa pertinence par rapport à la politique nationale et indique les moyens pratiques par lesquels il pourrait être appliqué. **Certaines des principales propositions sont énoncées ci-contre.**[5]

Tandis que le Cadre commun a maintenu l'impulsion fondamentale des PBC, le Conseil européen s'est lancé en 2005 dans une seconde ligne de réflexion à propos de la politique migratoire, développée parallèlement à la stratégie d'intégration. L'Approche globale de la migration[6] s'est centrée sur la migration originaire des pays africains et méditerranéens. Sa préoccupation première consistait à réduire les flux migratoires illégaux et développer des capacités permettant de mieux gérer la migration, notamment en maximalisant les avantages de la migration légale.[7]

«L'emploi est une composante clé du processus d'intégration.»

Le cadre de l'UE propose :

- d'empêcher les discriminations sur le marché de l'emploi.
- d'impliquer les partenaires sociaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures d'intégration.
- d'encourager le recrutement de migrants et de soutenir l'esprit d'entreprise des migrants.
- de contrôler l'impact des programmes de réforme nationaux sur l'intégration des immigrants dans le marché de l'emploi.
- de surveiller la mise en œuvre des directives relatives à la discrimination dans l'emploi et aux non ressortissants de l'Union européenne qui sont résidents de longue durée.

«La participation des immigrants au processus démocratique et à la formulation des politiques et mesures d'intégration favorise leur intégration.»

Le cadre de l'UE propose de:

- augmenter la participation civique, culturelle et politique des non-ressortissants de l'Union européenne dans la société d'accueil.
- encourager le dialogue et la consultation auprès des non-ressortissants de l'Union européenne.
- promouvoir une citoyenneté active.
- élaborer des programmes préparatoires nationaux de citoyenneté et de naturalisation.

En dépit des références visant à optimiser les avantages de la migration légale, qui jusqu'ici ont servi de point de départ aux considérations en matière de politique migratoire, la nouvelle approche, ayant pour objectif de réaliser une intégration fondée sur une "acceptation mutuelle", a omis de prendre en considération l'apparition de tensions survenant des multiples propositions visant à renforcer les contrôles aux frontières et à surveiller les flux provenant des pays d'origine. Le potentiel de friction entre l'Approche globale et la politique d'intégration semble ne pas avoir été pris en compte par le Conseil européen ou la Commission européenne (voir page 12 pour d'autres exemples).

Les chefs d'Etat européens sont revenus à ces thèmes en 2008 lorsqu'ils ont adopté le Pacte européen sur l'immigration et l'asile[8], qui a établi que l'UE ne disposait pas de ressources suffisantes pour admettre tous les migrants et qu'une migration mal gérée pouvait briser la cohésion sociale des pays d'accueil. Ce pacte avait et continue d'avoir pour premier objectif d'appliquer un contrôle sur l'immigration irrégulière au travers d'une approche pénale et sécuritaire. En outre, l'intégration n'a pas été présentée comme un processus bidirectionnel mais se centre uniquement sur les obligations des migrants.

Le Programme de la Haye s'est achevé en 2009. Le Pro-

5 Pour en savoir plus: http://europa.eu/legislation_summaries/justice_freedom_security/free_movement_of_persons_asylum_immigration/l14502_fr.htm

6 http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/05/st15/st15744.fr05.pdf

7 Idem

8 http://www.statewatch.org/news/2008/jul/eu-european-pact-on-immigration-verll.pdf

gramme de Stockholm qui lui a succédé a été adopté au cours de cette année. Le Plan d'action du Programme de Stockholm,[9] bien qu'il soit basé en grande partie sur le travail effectué par ses prédécesseurs, fait également explicitement référence à l'Approche globale comme composante de son raisonnement. Il affirme vouloir en première priorité coopérer avec les pays d'origine de la migration. Dans le contexte de l'Approche globale, cela implique des efforts accrus pour régenter les flux migratoires afin de réduire les niveaux de migration irrégulière.

Le Programme de Stockholm comporte d'autres thèmes, à savoir:

- une optimalisation des impacts positifs de la migration sur le développement;
- une politique concertée afin de s'assurer que la migration corresponde aux besoins du marché du travail;
- une politique proactive fondée sur le statut européen des migrants légaux;
- un agenda de l'UE pour l'intégration;
- de meilleurs contrôles de la migration irrégulière;
- une approche commune de l'UE sur les mineurs non accompagnés;
- une approche intégrée de la gestion des frontières extérieures;
- en ce qui concerne la migration intracommunautaire, le maintien du plein exercice des droits de libre circulation.

Le 20 juillet 2011, la Commission européenne a publié, dans le cadre du Programme de Stockholm, une Communication présentant un Agenda européen pour l'intégration des ressortissants de pays tiers.[10] La gestion de l'intégration a été décrite comme une "responsabilité partagée" entre l'UE et ses Etats membres. Cependant, la Communication insiste sur l'implication des pays d'origine au travers de mesures antérieures au départ et de partenariats de mobilité, exigeant ainsi que le procédé d'intégration commence avant même que le migrant ne parvienne à sa destination. Cette approche déplace le centre des responsabilités vers le pays d'origine et reflète clairement le raisonnement tenu actuellement par l'UE sur les questions migratoires - également observable dans le train de mesures migratoires de l'UE adopté en juin 2011. Ce train de mesures, élaboré dans le sillage du printemps arabe, vise à assurer une meilleure gestion des flux migratoires venant de la région sud-méditerranéenne ainsi que l'apport de modifications à la réglementation relative aux visas afin de garantir que le voyage sans visa ne puisse donner lieu à des abus. Il met également en lumière la responsabilité des pays d'origine. Les stratégies d'intégration elles-mêmes sont la prérogative des Etats membres, l'UE offrant une cadre de surveillance, d'étalonnage et d'échange de bonnes pratiques.

L'approche MIPEX pour évaluer les politiques d'intégration

L'Index des politiques d'intégration des migrants est un outil interactif qui a pour visée d'aider les praticiens et les décideurs politiques à évaluer, comparer et améliorer les politiques menées. Il est produit par le British Council et le Migration Policy Group (MPG).

Le MIPEX examine le travail réalisé dans sept secteurs politiques: la mobilité de la main-d'œuvre, le regroupement familial, l'éducation, la participation politique, la résidence de longue durée, l'accès à la nationalité et l'antidiscrimination.

Il compte 148 indicateurs politiques qui sont utilisés dans chacun de ces secteurs politiques afin de procéder à un étalonnage des performances. Un expert indépendant procède à un examen des performances par les pairs afin d'obtenir une échelle établissant la façon dont cette politique fonctionne par rapport à d'autres pays.

Pour plus d'informations: www.mipex.eu

9 http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0171:FIN:FR:PDF

10 http://ec.europa.eu/home-affairs/news/intro/docs/110720/1_FR_ACT_part1_v3.pdf

Comment évaluons-nous l'impact des politiques d'intégration de l'UE?

Dans cette section, nous présentons la notion d'étalonnage ("benchmarking"). L'étalonnage est un outil important pour l'élaboration de politiques dans la mesure où il favorise l'établissement de cibles et le suivi des réalisations. Il nous permet également de mesurer les progrès enregistrés par la politique menée dans la poursuite de ses objectifs et ses buts spécifiés. Si l'un des objectifs de la politique d'intégration consiste à développer des sociétés dans lesquelles les nouveaux venus se sentent bienvenus, comme évoqué dans le programme de la Haye, nous devrions ensuite nous attendre à voir certains objectifs clairement identifiés. Ces indicateurs traduisent la mesure du succès par lequel nous évaluons le niveau d'accomplissement dans le cadre de cet objectif plus large. Cependant, l'étalonnage n'est pas un processus aisé. S'il est effectué de façon incorrecte, il peut également mener à des conclusions fallacieuses. Il est, dès lors, capital d'identifier des indicateurs appropriés et efficaces. L'objet à mesurer et la façon de mesurer et de communiquer les résultats de manière sérieuse constituent un élément fondamental du processus d'étalonnage.

Comment mesurerions-nous, par exemple, le succès de "l'impression de bienvenue ressentie par les nouveaux venus"? Et une autre question encore plus difficile, mais pas impossible: comment pourrions-nous savoir que nos politiques ont joué un rôle dans la naissance de "l'esprit de compréhension et d'acceptation mutuelles" nécessaire entre les hôtes et les nouveaux venus? En supposant que nous pouvons définir des objectifs clairs et précis, quel est le calendrier de leur accomplissement: un, cinq, ou dix ans? Comment vérifier notre travail et nous assurer que nous sommes sur la voie de réalisation de nos buts et objectifs dans le temps?

La fixation d'objectifs et l'étalonnage des progrès des politiques d'intégration a généré ces dernières années une littérature abondante. Les indicateurs pour l'intégration du Conseil de l'Europe, l'Index des politiques d'intégration migratoires (MIPEX), le projet "Inti-Cities" d'EUROCITIES[11] et le projet "Logement et intégration des migrants en Europe du Réseau européen de villes pour des politiques d'intégration des migrants au niveau local" (CLIP)[12] sont autant d'exemples marquants de ce travail.

11 www.integratingcities.eu

12 http://www.eurofound.europa.eu/areas/populationandsociety/cliphousing.htm

Les indicateurs pour l'intégration du Conseil de l'Europe

		Non-discrimination	Dignité	Développement	Participation
Citoyenneté		Accès aux droits de vote au niveau local Voies viables vers la naturalisation	Contact entre les immigrés et les ressortissants Questionnement sur la liberté d'expression religieuse Formation du personnel religieux Vulnérabilité à la radicalisation	Compétences interculturelles et interreligieuses Accès aux médias européens	Sensibilisation aux droits de vote Adhésion à des partis politiques Affiliation syndicale Fonctions dans des organes consultatifs locaux Bénévolat de migrants
Cohésion sociale	Logement	Accès au logement social et aide au logement Sans-abrisme parmi les groupes d'immigrés Discrimination dans la recherche de logement	Respect des besoins spéciaux en matière de logement social Exigences de location excessives et irréalisables Ségrégation sociale	Concentration dans les quartiers défavorisés Connaissance de l'aide au logement disponible	Participation aux structures de consultation en matière de logement
	Santé	Accès aux services de soins de santé pour tous Accès aux services de santé mentale Coûts des services de soins de santé Accessibilité physique	Médiation interculturelle entre les patients et les clients Besoins spéciaux des personnes âgées, des femmes et des jeunes	Informations sur les services de santé Services de traduction et d'interprétation Promotion d'un style de vie sain et du sport	Participation dans les prises de décisions relatives aux soins de santé Suivi des services de santé destinés aux migrants
Participation économique		Accès à l'emploi pour tous Accès aux possibilités d'emploi dans le service public Accès aux prestations de sécurité sociale et allocations de chômage Non-discrimination dans la recherche d'emploi	Procédures transparentes, opportunes et accessibles Sécurité au niveau du statut de résidence et de travail Reconnaissance des compétences et qualifications Conditions de travail équitables Respect de la diversité sur le lieu de travail Accès aux prestations sociales pour les immigrés âgés	Orientation professionnelle et apprentissage linguistique et professionnel tout au long de la vie Mobilité dans le cadre du marché de l'emploi Besoins spécifiques des entrepreneurs immigrés	Ecarts en termes de chômage Situation du marché de l'emploi des femmes immigrées
Education		Accès à toutes les catégories d'éducation Evaluation du niveau de parcours scolaire des nouveaux venus Taux d'abandon/décrochage scolaire Acquisition de compétences clés	Respect de la diversité dans la vie scolaire quotidienne Accès à la formation de la langue maternelle et dans cette langue Formations d'enseignants pour des classes diversifiées	Mesures de soutien allant au-delà de la phase initiale d'implantation Mesures de soutien allant au delà de la langue Implication des parents immigrés dans la vie scolaire	Accent mis sur l'éducation interculturelle Evaluation des mesures de soutien

La politique de l'UE tiraillée dans deux directions: laquelle s'imposera?

Les tensions qui existent entre l'intégration et d'autres secteurs de la politique européenne, en particulier l'Approche globale de la migration, ont pour conséquence que les objectifs à atteindre dans une direction peuvent se voir sapés dans une autre. Cela signifie pour le moins que les objectifs des politiques d'intégration peuvent se diluer voire, dans certains cas, être complètement détournés.

Politiques conformes aux Principes de base communs	Politiques exigées par l'Approche globale	Secteurs de tension et de préoccupation
Créer et maintenir des sociétés dans lesquelles les nouveaux venus se sentent bienvenus.	Rendre les contrôles aux frontières plus efficaces et accroître la capacité d'action contre les migrants en situation irrégulière.	Il existe un danger de voir les contrôles d'immigration générer des obstacles qui auraient tendance à défavoriser les migrants et les rendre vulnérables à un traitement défavorable.
Aborder la question de l'emploi comme une composante essentielle du processus d'intégration.	Créer une politique qui maintienne la migration en conformité avec les besoins du marché de l'emploi.	Les besoins d'un emploi décent des migrants pourraient se voir comprimés par le système de la concurrence sur le marché du travail et par la recherche d'une main-d'œuvre bon marché et temporaire.
Permettre l'accès aux biens et services publics et privés sur une base d'égalité avec les ressortissants nationaux et de façon non discriminatoire.	Organiser l'immigration en fonction des "capacités" du gouvernement, selon une décision à prendre par chaque Etat membre.	L'évaluation par le gouvernement de ses "capacités" nationales pourrait conduire celui-ci à empêcher des migrants vulnérables d'avoir accès aux services publics de sécurité sociale. En dépit de l'engagement à mettre en œuvre les obligations de respect des droits de l'homme dans les politiques d'immigration et d'intégration, les autorités nationales s'y montrent fréquemment réticentes dans la mesure où les priorités des gouvernements vont plus fréquemment vers le maintien d'un contrôle strict des flux d'immigration.
Sauvegarder les différentes pratiques culturelles et religieuses.	Exiger des migrants qu'ils apprennent la langue nationale, respectent ses lois et ses identités nationales.	L'accent mis par l'Approche globale sur les "devoirs" des migrants pourrait forcer les activités d'intégration dans le sens de l'assimilation. Les principes de l'UE insistent sur "l'acceptation mutuelle" mais ne développent pas l'idée selon laquelle le respect est d'une importance cruciale pour les processus d'intégration. Le respect est une valeur positive, fondée sur l'appréciation de la valeur de l'autre comme condition préalable à une interaction constructive.
S'assurer que l'intégration fasse partie intégrante de tous les portefeuilles politiques.	Renforcer les mesures permettant d'identifier les migrants en situation irrégulière et de faciliter la suppression de ce phénomène.	Risque de voir les politiques visant un suivi de l'intégration devenir des instruments de surveillance permettant de détecter les migrants sans-papiers.

Le tableau ci-dessus met en lumière un certain nombre de tensions qui existent quant à la mise en œuvre pratique des politiques d'intégration des migrants. Outre les tensions évoquées, la liste suivante de questions préoccupantes soulève des incohérences supplémentaires et d'autres difficultés dans la mise en œuvre des projets d'intégration:

- Le champ d'application des instruments des droits de l'homme fait souvent l'objet de vives contestations de la part des gouvernements et d'autres autorités. Il conviendrait d'envisager des stratégies juridiques pour contester cette non-conformité.
- La relation entre l'intégration et la cohésion sociale doit être énoncée en termes positifs. Les communautés bien intégrées se retrouveront en meilleure position pour faire progresser les intérêts de chacun dans la communauté, en n'abandonnant personne en chemin.
- Les preuves de traitement inéquitable et d'exploitation de la main-d'œuvre doivent être abordées plus directement. Les projets d'intégration doivent identifier les lacunes qui se présentent dans les niveaux de protection actuellement assurés par la législation du travail aux migrants par rapport aux travailleurs du pays d'accueil.
- La lutte contre les inégalités au niveau de la main-d'œuvre constitue l'une des questions les plus importantes des projets d'intégration. Elle ouvre de bonnes perspectives de création d'alliances avec des organes clés tels que les syndicats et les fédérations d'employeurs et de collaboration avec les agences d'inspection sur le lieu de travail concernant des sujets de préoccupation communs. Les lacunes au niveau de la position de l'UE doivent être comblées par des actions de ce type.
- Il existe un véritable risque de voir la cohérence politique menacée par un programme de contrôle de l'immigration, représenté par l'Approche globale de la migration. Les pouvoirs publics dont la mission centrale consiste à promouvoir l'intégration et l'égalité doivent être désignés comme organes directeurs dans l'élaboration de politiques, et être les moteurs d'un agenda qui offre une protection et favorise l'égalité.
- L'état de sous-développement des politiques dans ces domaines laisse ouvert un espace extrêmement large que peuvent investir les projets d'intégration. Mais comment les projets d'intégration peuvent-ils s'assurer que les informations sont recueillies de façon démocratique et transparente auprès de migrants pleinement impliqués dans l'interprétation des messages clés? Comment développer des stratégies de plaidoyer et de communication à partir de recherches fondées sur des preuves? Sans message clair affirmant que l'intégration des migrants est associée à des efforts plus larges visant à combattre les discriminations et les désavantages, nos projets peuvent se voir dénaturés, perçus comme demandant au profit des migrants des droits supplémentaires dont ne peuvent disposer les autres membres de la communauté.
- Les PBC et le Cadre commun de l'UE pour l'intégration[13] offrent de bons cadres pour prôner la participation. En outre, l'aide apportée pour améliorer l'offre de services aux communautés de migrants devrait être

> «Le régime que nous propose chaque jour de nombreux politiciens et bon nombre de nos médias est de nature à stigmatiser les minorités et à leur reprocher de ne pas parvenir à s'intégrer. Les médias présentent le plus souvent les minorités comme conservant des coutumes étrangères qui menacent les valeurs européennes héritées du siècle des Lumières et dépeignent les immigrés comme choisissant de s'isoler spontanément dans des sociétés parallèles.»
>
> «Alternative Voices on Integration», Institute for Race Relations

Une étude des politiques d'intégration menée dans cinq pays de l'UE (Autriche, France, Allemagne, Pays-Bas et Royaume-Uni), publiée par l'Institute for Race Relations en 2010, suggère que l'équilibre entre les politiques d'intégration démocratiques et l'assimilation initiée par l'Etat s'est déjà déplacé résolument dans cette dernière direction. "Alternative Voices on Integration" affirme que "le débat sur l'intégration a cessé d'être un processus à double sens fondé sur le dialogue, la consultation et le respect mutuel".

↘ Des projets au niveau local peuvent-ils contribuer à revenir vers une approche plus inclusive et plus démocratique?

Notre expérience nous apprend qu'ils le peuvent mais que, pour y parvenir, ils doivent être soigneusement planifiés en vue d'obtenir des effets optimaux.

13 http://ec.europa.eu/ewsi/UDRW/images/items/docl_988_232042490.pdf

perçue comme un moyen de favoriser la participation des migrants dans les processus démocratiques au niveau local et d'orienter le travail du gouvernement et des services publics locaux.

- On s'accorde assez bien sur ce qui peut être accompli en matière d'éducation à la promotion de l'intégration. Il est extrêmement urgent de prôner un engagement progressiste auprès des pays d'origine, en se concentrant sur la façon dont les migrants peuvent être mieux préparés et soutenus lorsqu'ils entrent dans le processus de migration. Cette démarche devrait être cadrée comme un projet requérant un partenariat et un engagement pour travailler avec des migrants, plutôt que comme une mesure visant à régenter simplement leurs mouvements lorsqu'ils approchent des frontières européennes.
- Il convient de travailler davantage pour s'assurer que ces principes informent réellement la conception de projets d'intégration au niveau local.

Les 15 principes d'ENAR pour définir le cadre d'une approche positive de la migration

Cette section cherche à offrir la perspective des travailleurs de terrain sur la meilleure façon d'apporter son soutien aux activités d'intégration des migrants. ENAR a développé 15 principes qui peuvent contribuer à la conception et la mise en oeuvre des projets d'intégration des migrants, en particulier dans les cas où les projets d'intégration locaux pourraient se heurter aux intérêts des parties prenantes concernées[14].

Les tensions et frictions évoquées ci-dessus ne devraient pas donner lieu au découragement. Bien au contraire, la valeur et l'importance du travail que nous proposons font que les diverses parties qui ont un intérêt dans l'intégration des migrants sont encouragées à surmonter les problèmes de manière systématique, en découvrant ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, en examinant ce qui peut être développé davantage et ce qui devrait être considéré comme une impasse. Les partenaires du projet MRIP plaident essentiellement pour que les projets d'intégration soient considérés comme un processus d'apprentissage dans lequel nous travaillons pour en savoir plus sur le potentiel de nos communautés locales à s'adapter à la diversité et à l'interculturalisme, pour dénicher des preuves et des données qui sont susceptibles d'influencer les décideurs politiques et pour développer les compétences des personnes qui joueront un rôle crucial en tant que communicateurs et défenseurs.

Le tableau ci-dessous décrit la pertinence des 15 principes d'ENAR pour la conception de projets d'intégration.

14 http://cms.horus.be/files/99935/MediaArchive/pdf/MigrationPublication_EN_Lowres.pdf

Principes d'ENAR	Pertinence vis-à-vis du projet d'intégration des migrants
1. Promouvoir des valeurs, concepts et principes positifs	Les valeurs positives de l'intégration promeuvent l'égalité dans la diversité, la participation active et l'accès aux droits.
2. Utiliser une terminologie positive dans le discours politique	La terminologie positive utilisée dans le discours politique implique que l'on mette l'accent sur le fait que nous travaillons ensemble à l'édification d'un meilleur avenir pour tous. La diversité est une ressource pour une société qui se mobilise pour relever les défis de notre monde moderne. La migration n'est pas une chose à laquelle nous devons simplement nous adapter mais elle est une façon d'internaliser dans nos sociétés une plus grande connaissance et une plus grande expérience de la modernité.
3. Adopter une approche de la migration fondée sur les droits de l'homme	Les droits de l'homme sont importants pour l'intégration, notamment par l'exigence du respect de la vie de famille et de la vie privée, de l'égalité et de la non-discrimination.
4. Respecter les instruments juridiques relatifs aux droits de l'homme	La conformité avec les instruments des droits de l'homme constitue le fondement de tout projet d'intégration.

Principes d'ENAR	Pertinence vis-à-vis du projet d'intégration des migrants
5. Utiliser les données démographiques en remettant en question les suppositions	Les méthodologies participatives de recherche-action peuvent compléter les stratégies d'intégration, encourageant la collaboration entre les communautés de migrants et les chercheurs et en partageant les informations et les données. Les plateformes de communication et de plaidoyer peuvent s'appuyer sur ce travail.
6. Garantir l'antidiscrimination pour tous	Les projets d'intégration exigent d'établir des passerelles vers d'autres membres de la société qui subissent des conditions défavorables similaires à celles vécues par les migrants. Ces "passerelles" doivent s'inscrire dans la conception du projet.
7. Respecter les liens entre l'antidiscrimination, l'intégration et l'inclusion sociale	L'intégration sans vision d'une société plus équitable a peu de sens. L'intégration ne se limite pas à dire "nous voulons ce que vous avez". Il s'agit plutôt d'un engagement disant "nous voulons travailler avec vous afin d'assurer que chacun obtienne un traitement plus équitable".
8. Faire appliquer la législation du travail existante	Les projets d'intégration doivent reconnaître le rôle particulier de l'emploi dans la réalisation d'objectifs positifs. Les lois visant à protéger les travailleurs de tout traitement injuste, de bas salaires et de conditions médiocres en termes de santé et de sécurité doivent également couvrir les migrants sur le lieu de travail.
9. Protéger les droits des travailleurs	Outre la mise en œuvre de la législation du travail existante, il convient de prendre en considération la nécessité de créer de nouvelles lois qui accroîtraient le niveau de protection de groupes vulnérables de travailleurs.
10. Assurer la cohérence politique	Il existe de puissantes interrelations entre certaines politiques clés, telles que l'emploi, le logement, les soins de santé et le bien-être familial, qui produisent des effets de renforcement. Les projets d'intégration à base communautaire offrent d'excellentes occasions d'examiner les façons dont ces facteurs interagissent entre eux et peuvent aider les autorités à formuler ainsi de meilleures politiques.
11. Promouvoir l'élaboration de politiques sensibles à la problématique du genre et à celle de l'âge	La "féminisation de la migration" constitue l'une des caractéristiques les plus notables du mouvement mondial dans la mesure où elle s'est développée au fil de ces dernières années. Les femmes constituent non seulement une proportion croissante du flux de migrants mais elles se concentrent également dans des secteurs de l'économie et de la vie sociale qui présentent les risques et dangers les plus élevés. Les politiques d'intégration doivent être sensibles à ces faits et préconiser des mesures qui favorisent l'autonomisation. Il existe également une dimension de l'intégration liée à l'âge dans la mesure où la génération des migrants de l'après-guerre arrive à l'âge de la vieillesse. Les services de santé, en particulier, doivent être mieux adaptés à leurs besoins.
12. Assurer la participation des migrants et faire entendre leur voix	Des niveaux plus élevés de participation à la vie civique et l'amplification de la voix des migrants devraient constituer des objectifs centraux de la politique d'intégration dans les initiatives communautaires.
13. Garantir l'égalité dans l'éducation	Les services éducatifs destinés tant aux enfants qu'aux adultes des communautés de migrants représentent déjà une composante majeure du travail des projets d'intégration au niveau local.
14. Prendre en compte le contexte mondial	Les migrants jouent un rôle important en facilitant le développement économique de leurs pays d'origine. On observe une réduction de cette tendance dans la mesure où ils s'intègrent davantage avec le temps. On dispose de preuves attestant que l'on peut rétablir ce rôle à l'aide de différents types d'initiatives de la diaspora migratoire, ce que l'on peut explorer au niveau des communautés locales.
15. Etre proactif plutôt que réactif	L'intégration doit constituer un plan pour le futur et non simplement un projet qui viserait à porter remède aux problèmes du passé et du présent. Les projets devraient s'ancrer dans la nécessité de créer des communautés meilleures et d'y attirer plus de personnes issues de secteurs plus larges. Les associations de migrants doivent développer leur capacité à relever les défis et assurer la direction et l'orientation de ce travail.

SECTION 2

LES PRINCIPES MIS EN PRATIQUE: LES PROJETS D'INTEGRATION DES PARTENAIRES MRIP

Dans cette section, nous examinons le travail des partenaires du projet MRIP dans les six pays impliqués dans ce projet. Dans chaque cas, nous examinons:

- Les données principales relatives à l'immigration
- Le projet lui-même, y compris la motivation pour mettre sur pied le projet, ses objectifs, les parties prenantes impliquées et la méthodologie utilisée pour son travail
- Un examen par les pairs des réalisations du projet

Belgique: L'intégration des jeunes de familles immigrées

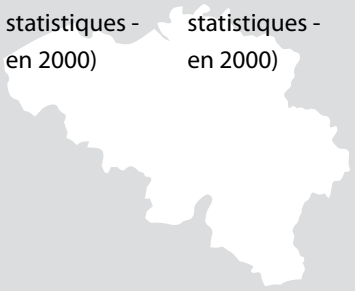
IRFAM - Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations[15]

A propos de l'organisation partenaire

L'IRFAM, créé en 1996 par des travailleurs de terrain et des chercheurs universitaires, est destiné aux professionnels qui travaillent dans les domaines de l'action sociale et de l'éducation. Utilisant une approche multidisciplinaire, l'IRFAM vise à établir des liens entre la recherche psychologique et le domaine de l'intégration et du développement, ainsi qu'avec la lutte contre les discriminations et la gestion de la diversité.

Données relatives à l'immigration

Principales communautés de migrants	Taille des communautés de migrants	Pourcentage de la population totale
Polonais, Italiens, Espagnols, Grecs, Marocains, Turcs, Tunisiens, Algériens, ex-Yougoslaves, Allemands, Français, Néerlandais, Britanniques, Américains des USA, Congolais, Colombiens, Brésiliens et Européens de l'Est	912.600 (Source: Institut national des statistiques - en 2000)	8,8 % (Source: Institut national des statistiques - en 2000)



15 http://www.irfam.org

Description du projet

Le projet de l'IRFAM "Politiques d'intégration des jeunes" s'est focalisé sur la position des jeunes (de moins de 20 ans) résidant dans le quartier des Marolles à Bruxelles. La population locale se compose de ressortissants belges à faibles revenus et de communautés immigrées très diversifiées qui comptent plus de 100 nationalités différentes.

Un quart de la population de ce quartier est âgé de moins de 20 ans et doit faire face aux problèmes suivants:

- difficultés au niveau de la construction de l'identité et des références culturelles;
- conflits culturels entre les cultures d'origine et la culture de la "jeunesse occidentale";
- stéréotypes et discrimination liés au genre;
- manque d'éducation sexuelle efficace;
- manque d'éducation à la condition parentale;
- sentiment d'exclusion sociale;
- exclusion de l'école et décrochage scolaire;
- difficultés à trouver et garder un emploi;
- problèmes comportementaux et absence de respect des normes de citoyenneté;
- difficultés de communication en langue française orale et écrite.

Ces problèmes sont devenus emblématiques d'une perception répandue à Bruxelles selon laquelle l'intégration a généralement échoué dans le quartier des Marolles, avec pour conséquence l'émergence d'une sous-culture dangereuse.

Le projet a été motivé par l'idée que l'on gagnerait beaucoup à comprendre comment les jeunes migrants perçoivent le quartier des Marolles. Au cœur du problème se trouvait la question de savoir si la réponse de ces jeunes à leur environnement était de reconstruire la culture de leurs parents immigrés au cœur de Bruxelles ou d'adopter une approche différente dans laquelle les jeunes utiliseraient toutes les ressources disponibles pour construire des stratégies de survie fondamentales dans des conditions marquées par la précarité.

Le Club de jeunesse était au nombre des parties prenantes impliquées dans le projet. Créé en en 1956, le Club de jeunesse est ouvert aux jeunes âgés de 0 à 26 ans et à leurs familles. Dans la pratique, son groupe d'utilisateurs le plus important est constitué de garçons et de filles âgés de 8 à

18 ans. Il organise des activités telles qu'une ludothèque, une bibliothèque, une école de devoirs, une aide scolaire à domicile et des camps de sports et de vacances.

Le Centre d'Accompagnement et de Réinsertion Sociale AMO travaille avec les mêmes jeunes impliqués dans le Club de jeunesse et propose aux personnes de les aider dans le cadre des compétences des services sociaux. Il organise également des actions collectives, dont certaines en collaboration avec le Club de jeunesse.

Le projet s'est focalisé sur l'exploration de la façon dont le concept de "transversalité" pourrait informer la pratique des assistants sociaux, des professeurs et d'autres professionnels dans leur travail avec les jeunes issus de familles immigrées. Le terme fait référence au chevauchement de différentes perspectives et compétences dans les vies du groupe considéré. S'il arrive fréquemment dans les situations de transversalité que le sujet se sente découragé par les demandes concurrentes et contradictoires qui lui sont faites, il faut veiller à identifier les raisons qui expliquent ce phénomène et examiner s'il est possible d'élaborer des stratégies qui y apportent des remèdes.

Un autre résultat de la transversalité pourrait être que les compétences développées en vue de traiter l'un des aspects des conflits aident la personne à développer des aptitudes et des actions leur permettant de traiter d'autres domaines problématiques. De cette façon, les frictions entre les différentes cultures pourraient servir à engendrer de nouvelles perspectives positives qui s'appuient sur les compétences acquises par une personne qui a appris à vivre avec cette transversalité et à en bénéficier.

La réalisation de ce vaste objectif pour les jeunes migrants a mené à une série d'objectifs spécifiques pour les assistants sociaux et autres professionnels qui travaillent avec eux. Il s'agissait des objectifs suivants:

- aider les jeunes à se situer dans les courants en chevauchement de la transversalité et à répondre aux questions qu'ils se posent quant à la façon dont des conflits apparents pourraient devenir mutuellement complémentaires;
- articuler les compétences qui permettent de gérer la tension autour d'un projet collectif;
- s'assurer que la collaboration entre le professionnel et le jeune répond véritablement aux besoins de ce dernier;
- jouer un rôle de passerelle entre les différentes perspectives culturelles et faire connaître leurs structures respectives;
- mieux identifier et connaître les autres acteurs du quartier;
- soutenir l'autonomie du jeune;
- elargir l'engagement du jeune vis-à-vis du secteur public de son quartier;
- traiter les questions financières;
- répondre aux besoins logistiques;
- echanger les expériences acquises au travers de ces pratiques avec d'autres professionnels.

Les partenaires du projet se sont engagés auprès des jeunes, à travers une série d'activités, dont notamment:

Le Club des jeunes filles

Il s'agit d'un travail mené avec un groupe d'une trentaine de filles en séances hebdomadaires d'activités telles que le sport, des ateliers d'art et de création, de cuisine, de stylisme et des excursions. Les objectifs de ces activités étaient les suivantes:

- créer un espace de conversation autour de thèmes tels

que l'adolescence, les conflits culturels entre la famille et la société, l'insertion sur le lieu de travail, le respect personnel, la citoyenneté, et la religion;
- aider les jeunes filles à s'impliquer dans les projets;
- créer des liens entre elles afin de créer un sentiment de partage de points communs et de conscience collective;
- faciliter leur contact avec l'AMO si elles ont des soucis;
- les encourager à apporter leur soutien à la Maison de jeunes à partir de laquelle opère le Club de jeunesse;
- faciliter et valoriser les échanges culturels.

Le journal "Les nouvelles de chez nous"

Le journal, entièrement produit par des jeunes âgés de 8 à 15 ans, est le résultat d'un partenariat entre la Maison de Jeunes, l'AMO et une troisième association, "Les mercredis artistiques".

Son objectif consiste à aider les jeunes à développer un sens des valeurs pour leur propre vie, à pratiquer le français oral et écrit et à leur permettre de donner leur opinion sur des sujets positifs généralement liés à la citoyenneté.

Les 150 numéros du journal ont tous été publiés 3 ou 4 fois par an. Chaque numéro est distribué dans tout le quartier des Marolles.

"Petite enfance - Badaboum"

L'AMO et la Maison de Jeunes (MJ) travaillent en partenariat sur des activités visant les enfants de moins de 6 ans qui sont accompagnés de leurs parents. A chaque réunion, l'organisateur de la MJ organise des activités avec les enfants et, pendant ce temps, le membre du personnel de l'AMO est disponible pour interagir avec les parents, répondre aux questions, leur donner un avis et généralement les conseiller.

Les objectifs de ce travail sont les suivants:
- soutenir et stimuler l'expression et la communication;
- conseiller les parents sur leurs responsabilités en matière d'éducation;
- soutenir et encourager les enfants à développer une image positive d'eux-mêmes;
- encourager leur respect des règles de citoyenneté;
- devenir plus sensible à la valeur des loisirs et de la relaxation familiale;
- soutenir la communication intergénérationnelle;
- prévenir et combattre la dépression/le découragement des parents.

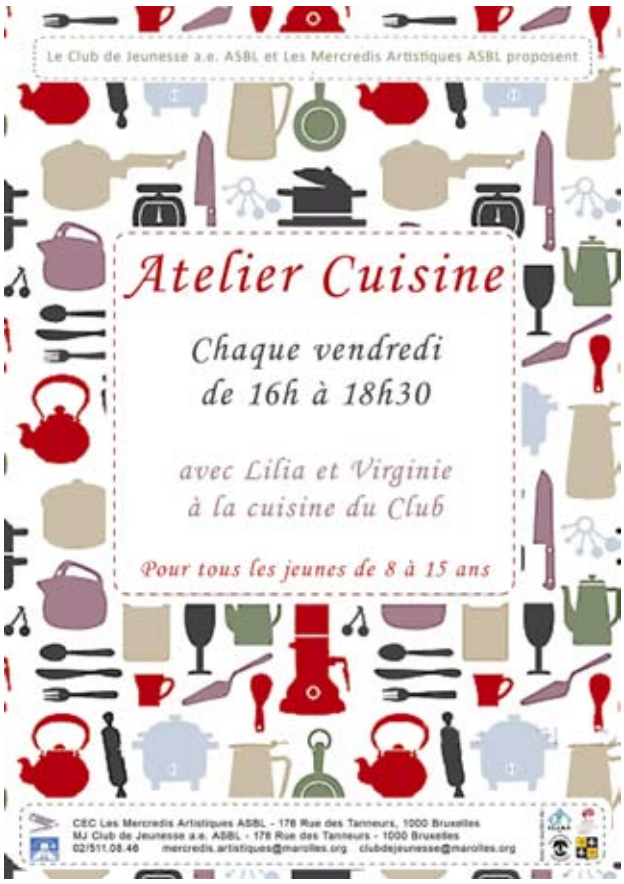
Création d'un projet visant les jeunes de 16 ans

Plus récemment, un projet en partenariat a été créé pour intégrer les adolescents du quartier. Il a pour objet de les encourager à se comporter de façon responsable. Les jeunes impliqués sont souvent des adolescents qui ont été précédemment impliqués dans le Club mais qui ont abandonné leur engagement et leurs activités lorsqu'ils se sont sentis trop âgés pour continuer.

Examen par les pairs des réalisations du projet

Chaque projet est régulièrement suivi et évalué conjointement par les personnes responsables des activités et les directeurs des deux associations. Le partenariat proprement dit fait l'objet d'une analyse spéciale quant aux rôles respectifs des organisateurs.

Une évaluation globale de tous les projets est également effectuée deux fois par an avec les équipes et les jeunes.



Des objectifs éducatifs et opérationnels et des critères quantitatifs et qualitatifs sont définis pour chaque projet. Ces évaluations donnent lieu à un rapport interne confidentiel, qui émet des suggestions en vue d'améliorer les activités.

Les jeunes qui utilisent les services jouissent maintenant d'un accès plus facile depuis le Club aux services de conseil et de consultation offerts par l'AMO. Même si les jeunes ne visualisent pas qui appartient à quelle institution, ils ont foi dans les activités collectives et apprennent très rapidement qu'ils peuvent rechercher une aide individuelle.

Les difficultés qui existent sont souvent liées aux différences dans la culture professionnelle et la formation de base entre les organisateurs des deux structures et les divers projets. Avec le temps, ces difficultés sont devenues moins marquantes dans la mesure où les examens et discussions ont accru la compréhension commune des positions de chacun.

Conclusion

Le projet belge nous offre un exemple d'approche communautaire qui recourt au rôle de professionnels qui utilisent des méthodologies traditionnelles de travail social et de travail avec les jeunes pour élaborer un projet d'intégration.

L'approche est conforme aux principes plaidés par ENAR en ceci qu'elle recherche une négociation entre une série de sections de la communauté pour se diriger vers une acceptation mutuelle des besoins et des intérêts des différents groupes. Des structures ont été établies qui visent l'autonomisation des jeunes, tant au niveau de la communication (par le Journal) que par rapport à la position des parents immigrés. Une dimension importante du projet résidait dans le soutien apporté aux filles des communautés immigrées, en ayant conscience des besoins spéciaux qu'elles revendiquent, d'un espace sûr où elles puissent développer un sentiment de compréhension commune avec leurs pairs et puissent, à leur tour, dépasser le cadre de ce groupe pour jouer un rôle dans la communauté plus large.

Bulgarie: Influencer les perceptions publiques des immigrés

Association pour l'intégration des réfugiés et des migrants (AIRM)[16]

A propos de l'organisation partenaire

L'AIRM a été créée en 2004 en vue de promouvoir l'intégration sociale et culturelle des migrants et des réfugiés reconnus qui avaient l'intention de rester en Bulgarie. Cette association s'attelle à promouvoir des stratégies visant l'intégration des migrants et à assurer en Bulgarie le soutien de la société civile au processus. S'appuyant sur le travail réalisé par les programmes d'intégration antérieurs visant les communautés de réfugiés, l'AIRM étend maintenant ses activités pour couvrir la communauté grandissante des migrants économiques qui sont installés dans le pays.

Données relatives à l'immigration

Principales communautés de migrants	Taille de la communauté de migrants	Pourcentage de la population totale
Migration historique: Arméniens Migration après 1989: Africains, Albanais, Arabes, Chinois, Russes, Turcs et Ukrainiens	104.000 (Source: Division de la population de l'ONU, 2005)	1,4 %

Description du projet

Les Bulgares nourrissent une intolérance bien établie à l'égard des minorités traditionnelles, telles que les Roms et les Turcs, et de récentes enquêtes suggèrent que le grand public perçoit les ressortissants de pays tiers avec suspicion et y voit une menace pour la société. Comme la Bulgarie commence à ressentir les effets du ralentissement économique mondial, cette hostilité publique à l'égard des ressortissants de pays tiers, en particulier venant d'Asie et d'Afrique, a augmenté. Il a été préoccupant de voir que les médias nationaux présentent un compte rendu insuffisant de l'immigration. A ce jour, les stratégies dans le domaine

16 http://www.airm-bg.org/about_us.htm

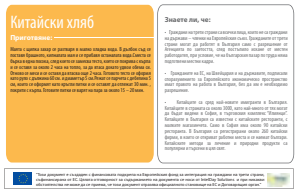
de l'immigration ne se sont pas appuyées sur les médias à des fins de sensibilisation, avec pour effet que la société civile est restée en grande partie détachée des besoins des migrants.

Le projet "Immigrants: Il y a du pain pour tous" a été conçu pour contrer les attitudes négatives rencontrées dans certaines tranches de la population et pour sensibiliser davantage les médias à leur obligation d'agir de façon responsable lorsqu'ils traitent des questions d'immigration. Cette campagne s'est déroulée durant une période de 5 mois, du 1er août au 31 décembre 2009. Le slogan "Il y a du pain pour tous" a été imaginé pour apaiser les anxiétés suscitées par la crainte de voir la présence des migrants réduire les ressources des citoyens du pays d'accueil. Le projet espère que l'autre idée selon laquelle les migrants contribuent au bien-être public prendra racine au cours de la campagne.

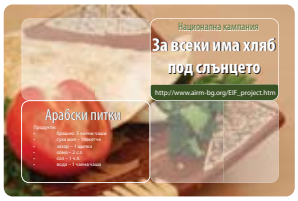
L'objectif global de cette campagne consistait à promouvoir une attitude plus positive à l'égard des immigrés et de leur intégration parmi les citoyens bulgares. Plus spécifiquement, le projet visait les objectifs suivants:

- attirer les médias et les ONG en tant qu'acteurs de lobbying clés dans le processus de création d'une attitude positive envers l'intégration des immigrés;
- susciter un intérêt public et des attitudes positives dans la société d'accueil en créant un intérêt des médias pour une politique d'intégration des immigrants;
- sensibiliser le grand public au phénomène de la migration en offrant des informations percutantes sur les immigrants en Bulgarie aux médias et au grand public.

Ce projet a été entièrement financé par le Fonds d'intégration européen, par l'intermédiaire du ministère de la Politique de l'emploi et de la Politique sociale. Ce financement a permis au projet de faire appel aux services de "IntelDay Solutions", une entreprise privée de publicité et de relations publiques bulgare. IntelDay Solutions a pu apporter son expertise dans la gestion des agences médiatiques nationales et dans la planification de la campagne publicitaire.



L'AIRM a participé en tant qu'organisation disposant des meilleurs contacts avec les communautés de migrants. Cette association s'est également assuré que les messages véhiculés par la campagne correspondaient aux intérêts des migrants. Le projet a été conçu comme une campagne d'information visant à transmettre des messages au moyen de cinq éléments clés:



- l'analyse des attitudes et des stéréotypes existant dans les médias qui ont agi comme facteurs façonnant l'opinion publique sur les questions de migration;
- la production et la distribution de prospectus comportant des faits et des informations sur les immigrés en Bulgarie;
- la production de matériel d'information à l'intention des journalistes et une communication régulière et active avec des représentants des médias;
- l'organisation d'un forum d'experts sur le processus d'intégration des immigrés en Bulgarie afin de compléter à l'aide de données et d'informations détaillées supplémentaires les messages transmis lors de la campagne;
- l'organisation d'un événement national spécial pour susciter l'intérêt du grand public et des médias sur les questions relatives aux immigrés et à leur intégration.

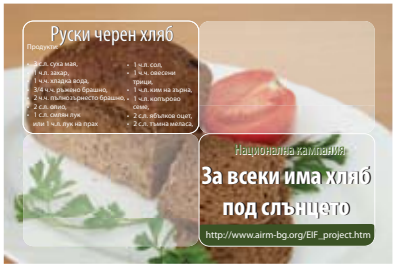
Examen par les pairs des réalisations du projet

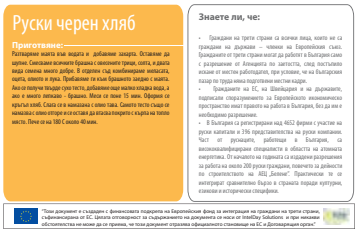
Le projet a été en mesure de répondre à la plupart de ses objectifs fixés en termes de production de résultats, tels que des rapports, un kit médiatique et l'organisation d'événements clés. Ses pratiques de travail ont encouragé un processus d'apprentissage pour l'ensemble des éléments de la campagne, avec des experts, activistes et représentants des médias qui se rendaient compte mutuellement des progrès qu'ils avaient réalisés, des problèmes abordés et des façons de relever les défis. Les résultats suivants ont été obtenus:

- La publication d'un rapport de 52 pages analysant la couverture médiatique des activités, comprenant un kit médiatique utilisé pour soutenir son travail.

- Le kit médiatique, qui comprenait un CD, des données et des informations de base, des rapports et des données statistiques sur les immigrés dans le pays.
- Deux communiqués de presse ont été publiés sur des thèmes visant une perception positive des immigrés en Bulgarie. Ils ont contribué à susciter l'intérêt des médias pour l'événement spécial et le forum d'experts et ont permis un portrait des immigrés et des difficultés qu'ils rencontrent pour s'intégrer, comprenant notamment des interviews d'immigrés et d'experts en matière d'immigration et d'intégration.
- Une conférence de presse s'est tenue. Les résultats obtenus de l'analyse comparative des médias ont été présentés et le kit médiatique a été distribué aux journalistes.
- Une page web spéciale est née de ce projet (www.airm-bg.org/EIF_project.htm), contenant des informations sur le projet, des documents et du matériel concernant les questions d'intégration des migrants, le kit médiatique, ainsi que l'analyse et des rapports et présentations réalisés au Forum d'experts.
- Une série de cartes postales portant le logo de la campagne a été imprimée et distribuée, proposant des recettes traditionnelles de pain provenant des communautés arabe, chinoise, russe et turque ainsi que des messages spéciaux contenant des faits intéressants sur chaque communauté de migrants ainsi que des extraits de la législation nationale sur la migration.
- Un forum d'experts, ayant pour thème "Les défis de la migration et de l'intégration", a examiné la politique bulgare en matière d'intégration des immigrés, l'expérience européenne plus large, les perceptions par le grand public des migrants et de leur intégration, la prise en considération de la position des femmes et le dialogue interculturel entre les immigrés et la société bulgare. Le forum a été un succès, suscitant l'intérêt des institutions de l'Etat, des organisations d'immigrés et d'un grand nombre d'ONG.
- Un événement spécial s'est tenu dans le centre de la capitale et a attiré un large public. Il se composait d'un concert comportant des chansons et danses folkloriques représentant les quatre grandes communautés de migrants: Arabes, Chinois, Turcs et Russes.
- L'engagement des médias a été obtenu grâce à des réunions régulières entre les représentants des médias et des ONG au cours du projet. Ces réunions ont permis de développer conjointement le matériel et les concepts de la campagne dans le cadre des compétences des experts respectifs. Une combinaison réussie de l'expérience professionnelle de IntelDay Solutions dans des campagnes similaires et l'expérience de travail de l'AIRM avec les réfugiés et les immigrés mérite également d'être signalée.
- L'identification dans chacune des organisations de personnes chargées de porter le projet s'est avérée importante. L'évaluation de leurs activités a montré que ces experts et coordinateurs de projet ont contribué au succès du projet. Chacun a obtenu un contrat, qui spécifiait son rôle dans la mise en œuvre du projet et exigeait la remise de rapports mensuels sur les activités entreprises. Cette démarche a permis de mieux surveiller la qualité et le respect des dates limites.
- Des messages clairs ont été convenus entre les partenaires sur la position des migrants. Cela requérait un accord sur les valeurs partagées par les deux organisations partenaires en ce qui concerne l'intégration des immigrés dans la société bulgare. Cette mesure exigeait aussi une réflexion continue sur les objectifs du projet, au fil de la campagne, pour garantir que ceux-ci soient respectés.

Un groupe de référence d'examen par les pairs a, dès lors, été mis sur pied afin de mesurer les impacts et résultats spécifiques. Celui-ci a rappelé que les concepteurs du projet avaient espéré que la campagne pourrait accroître la sensibilisation auprès du grand public de la problématique des migrants dans la société bulgare et favoriser une acceptation positive de leur présence. Les médias se trouvaient au cœur de leurs préoccupations du fait que, compte tenu de la faible densité de migrants dans les majeures parties du pays, la majorité de Bulgares ne se forgeaient pas une opinion à partir d'un contact direct avec des nouveaux venus mais d'après la façon dont ils étaient présentés et évoqués dans la diffusion radiotélévisée et dans la presse.





Les partenaires au projet avaient espéré qu'un noyau de journalistes et commentateurs, engagés dans l'idée que la croissance de la migration vers la Bulgarie était un phénomène important et intéressant et qu'il méritait des reportages objectifs et équilibrés, pourrait voir le jour. En particulier, ils souhaitaient obtenir la reconnaissance du fait que les droits des migrants doivent être respectés si l'intégration doit se dérouler comme un processus sans heurts fondé sur la discussion et la négociation et sur une plus grande compréhension des intérêts respectifs des parties prenantes. L'apparition de ce bloc de "sympathisants" dans le secteur des médias devrait se marquer par une augmentation de la quantité et de la qualité des articles d'actualité et des articles d'opinion/éditoriaux à la télévision, à la radio et dans les journaux et revues.

Le groupe de référence d'examen par les pairs a estimé que la campagne avait réussi à rassembler les thèmes de l'intégration et des droits des migrants et à présenter ces thèmes comme des aspects importants des politiques européennes, que les autorités bulgares se sont engagées à suivre. Certains indices clés de la réalisation de ces objectifs incluent le succès relatif du site web du projet, qui a engrangé plus de visites que ce qui avait été prévu à l'origine, et la position du projet comme finaliste pour un prix EMEA Sabre. L'EMEA Sabre est un concours portant sur des projets qui visent à faciliter un changement au niveau des comportements publics et est parrainé par le grand magazine de l'industrie des relations publiques The Holmes Report.

Globalement, le groupe de référence était d'avis que le projet avait contribué à une augmentation des reportages et commentaires médiatiques sur les questions d'immigration durant la période de son travail, passant de quatre articles publiés en août 2009 (début de la campagne) à 42 articles publiés en novembre. Il a également détecté une augmentation du pourcentage de commentaires médiatiques positifs. A titre d'exemple, le bTV show "Bienvenue en Bulgarie" offre aux immigrés une occasion de partager leur culture et leurs histoires personnelles.

Alors que les signes attestant du succès de la campagne sont encourageants, le groupe de référence a néanmoins noté que l'immigration restait périphérique dans la conscience de la plupart des Bulgares. Le côté positif de cette situation réside dans le fait que l'opinion publique reste largement neutre sur les points les plus importants et que le niveau d'anxiété voire d'hostilité présent dans d'autres pays de l'UE n'a pas encore atteint un degré significatif. Mais cette situation est presque certainement influencée par le fait qu'avec moins de 2% de la population du pays composés d'immigrés, la présence encore faible des nouveaux venus n'a pas encore provoqué l'inquiétude perçue dans d'autres régions d'Europe.

L'AIRM considère qu'il est probable que le processus d'intégration de la Bulgarie dans l'UE entraînera une augmentation du nombre de migrants, pouvant peut-être atteindre 10% de plus que les niveaux constatés dans la plupart des autres Etats membres. Les difficultés pour maintenir l'opinion publique en position neutre/positive seront plus grandes lorsque cela arrivera. L'atout réel de la campagne "Il y a du pain pour tous" réside dans le fait qu'elle a commencé à identifier des courants et à créer des ressources avant ces développements, qui prouveront leur valeur lorsqu'il s'agira de défendre les communautés de migrants et leurs droits si et lorsque les temps deviennent plus difficiles.

Conclusion

La campagne "Il y a du pain pour tous" offre un exemple de projet d'intégration qui a structuré son travail autour d'une série clairement définie de valeurs et de principes positifs (principe 1 d'ENAR). Centré autour du thème populaire des types de nourriture, spécifiquement du pain, que les migrants apportent dans le pays de leur implantation, la campagne a utilisé un langage positif pour intervenir dans le discours politique dominant (principe 2 d'ENAR).

Cette campagne s'est caractérisée aussi par son insistance sur une perspective d'antidiscrimination qui s'étendait à toutes les communautés (le "tous" dans le titre de la campagne) (principe 6 d'ENAR). Son lien avec le thème de la nourriture - la nouvelle disponibilité de la cuisine étrangère étant un aspect de la migration qui rencontre une approbation populaire spontanée - s'ajoute au thème du partage et de l'abondance.

La question qui se pose pour cette campagne est celle de sa durabilité. Les concepteurs du projet ont misé fortement sur le fait que cette campagne précipiterait l'apparition d'un nouveau groupement de défenseurs multiculturels parmi les médias bulgares. La question de savoir comment son approche novatrice peut être soutenue durant une plus longue période et comment elle peut acquérir sa propre dynamique de solidarité antiraciste avec les migrants reste sans réponse.

Chypre: Campagne pour les droits des travailleurs domestiques migrants

***KISA - Action pour l'égalité, le soutien et l'antiracisme*[17]**

A propos de l'organisation partenaire

KISA travaille sur les questions relatives à la migration, à l'asile, au racisme, aux discriminations et au trafic des êtres humains. L'organisation compte au nombre de ses activités des actions de sensibilisation et de lobbying en vue d'influencer le cadre juridique et structurel à Chypre. KISA assure gratuitement des services d'information, de soutien, de défense et de médiation aux migrants, aux réfugiés, aux victimes de la traite des êtres humains et de racisme/discrimination, ainsi qu'aux minorités ethniques de manière générale. Elle coopère avec diverses autres parties prenantes et institutions indépendantes, aux niveaux national et européen, ainsi qu'avec des ONG européennes et internationales et des réseaux liés à ses objectifs.

Données relatives à l'immigration

Principales communautés de migrants	Taille de la communauté de migrants	Pourcentage de la population totale
Ressortissants de l'UE (principalement Britanniques, Grecs, Roumains, Bulgares, Polonais, Slovaques et Lettons)	100.000 - 120.000	10 - 12%
Ressortissants de pays tiers (principalement Sri Lankais, Philippins, Vietnamiens, Indiens, Moldaves et Chinois)	80.000 - 100.000	8 - 10%

17 http://www.kisa.org.cy

Description du projet

Le projet avait pour objectif d'entreprendre un examen par les pairs de la nouvelle politique d'emploi vis-à-vis des travailleurs domestiques à Chypre (NEPMW). Le but recherché consistait à sensibiliser à la croissance du phénomène du travail domestique dans le pays ainsi qu'à mettre en lumière la dimension du genre en la matière.

Les femmes immigrées provenant de pays tiers en situation régulière, la plupart du temps employées dans le secteur domestique, composent la majorité de tous les migrants de pays tiers de Chypre. Selon le ministère de l'Intérieur, quelque 36.000 femmes immigrées sont employées dans le travail domestique, où elles composent l'écrasante majorité (97%) de la main-d'œuvre du secteur, soit environ 9% de la main-d'œuvre totale du pays et près de 20% de la main-d'œuvre féminine totale.[18] Les estimations suggèrent que plus de 26 nationalités sont représentées dans ce groupe, où quatre pays seulement - les Philippines, le Sri Lanka, le Vietnam et l'Inde - composent plus des trois quarts du total.

Ces travailleuses domestiques se trouvent souvent en position très précaire, victimes du non-respect des droits des travailleurs et des droits de l'homme résultant de discriminations multiples sur base du genre, de l'appartenance ethnique et de la religion. Leur statut de travailleuse domestique n'est pas pleinement reconnu[19] comme forme d'emploi et n'est pas suffisamment protégé par la loi.

En outre, les lois gouvernementales chypriotes réglementant le statut d'immigration des travailleurs domestiques est également considéré par beaucoup comme un facteur qui contribue à leur insécurité. Les permis de séjour ne sont normalement octroyés qu'au travailleur qui reste chez un employeur désigné pour une période de quatre ans au moins. Si le travailleur quitte cet employeur pour trouver un poste lui offrant de meilleures conditions de travail, il sera considéré comme n'ayant pas respecté les obligations de son permis de séjour et sera susceptible d'être expulsé du pays.

Examen par les pairs des réalisations du projet

Les parties prenantes impliquées ont été spécifiquement sélectionnées pour représenter les instances gouvernementales concernées (le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, le Ministère de l'Intérieur et l'Organisme national pour les droits des femmes sous l'égide du ministère de la Justice), les fonctionnaires indépendants (le Comité pour l'égalité des hommes et des femmes et l'Organisme de promotion de l'égalité du Bureau du médiateur), les syndicats (la Fédération chypriote des travailleurs (PEO), la Confédération des travailleurs de Chypre (SEK) et la Fédération démocratique des travailleurs de Chypre (DEOK)), la société civile (KISA - Action pour l'égalité, le soutien et l'antiracisme, ENAR-Chypre, l'Institut méditerranéen pour les étudiants en égalité des genres (MIGS), l'Observatoire d'égalité des genres de Chypre (PIK)), et les communautés immigrées comptant la plus grande concentration de travailleurs domestiques (Sri Lanka, Philippines, Vietnam, Inde, Myanmar et Népal).

Lors des premières communications avec les parties prenantes, l'accent a été mis sur le fait que l'examen par les pairs avait pour objectif principal d'évaluer si la NEPMW avait contribué à l'intégration des travailleurs domestiques immigrés et, si tel était le cas, dans quelle mesure.

Des entrevues ont été programmées afin de faciliter la discussion et de constituer la base de la rédaction du rapport d'examen par les pairs portant sur la NEPMW. Les parties prenantes se sont généralement accordées sur le fait que l'intégration est un processus à double sens "par lequel les immigrés gardent leur identité culturelle et, en même temps, connaissent la réalité chypriote". Les points de vue consistant à savoir si Chypre avait réussi l'intégration des migrants comprenaient des évaluations pessimistes, telles que celles du représentant du Comité pour

18 Compte tenu, donc, de la féminisation de la migration et du travail domestique des migrants en particulier, le terme de "travailleur domestique" fera référence aux travailleurs domestiques migrants féminins sauf indication contraire.

19 Dans le courant du projet, en juin 2011, la 100ème séance de la Conférence internationale du travail de l'OIT a adopté la Convention et Recommandation relative aux travailleurs domestiques, qui doit être ratifiée avant sa mise en oeuvre.

l'égalité des genres, qui estimait qu'il n'y avait pour l'heure pas d'intégration à Chypre. D'autres ont préféré se pencher sur les actions gouvernementales en matière d'intégration et les évaluer. La représentante du Bureau du médiateur s'est montrée particulièrement intéressée par la directive relative à la résidence de longue durée. Son Bureau avait étudié les plaintes de travailleurs domestiques, constitué des rapports et émis des recommandations pour la mise en œuvre de cette directive. Pour l'immigrée des Philippines interrogée, l'intégration est "un processus d'échange entre les deux parties, où les droits de l'autre doivent être mutuellement respectés", ajoutant que les services d'information et de conseil fournis par son organisation aux immigrées philippines contribuaient à leur intégration en leur permettant de savoir que leurs droits devaient faire partie du processus d'intégration.

Les points suivants reprennent les principales mesures de cette nouvelle politique et les points de vue des personnes interrogées sur chacun des points de la NEPMW:

Changement de la dénomination "assistant domestique" précédemment utilisée en "travailleur domestique"

Ce changement a été bien accueilli par la majorité des personnes interrogées, bien qu'elles estiment que ce changement aurait dû s'accompagner d'autres mesures. Les représentants des deux ministères et du syndicat PEO interrogés ont estimé "qu'il ne s'agissait pas seulement d'une question de sémantique". La personne du PEO interrogée, familière du processus de la Convention des travailleurs domestiques de l'OIT, a précisé que ce changement contribuerait à la reconnaissance des travailleurs domestiques comme "travailleurs" et à la reconnaissance subséquente de la nécessité de protéger leurs droits de travailleur. Une immigrée interrogée a également convenu qu'il s'agissait d'un changement positif et a ajouté qu'elle espérait que ce changement lui apporterait "la protection et le respect nécessaires". La représentante du Bureau du médiateur a estimé que ce changement de dénomination pourrait aider les employeurs à comprendre que les travailleurs domestiques "ne sont pas des esclaves mais bien des travailleurs". Les personnes interrogées qui se montraient les plus positives à l'égard de ce changement ont également convenu qu'il contribuait indirectement à l'intégration des travailleurs domestiques immigrés.

Garanties bancaires pour couvrir les frais de rapatriement

Cette garantie doit désormais être fournie à la fois par les employeurs et par les travailleurs (précédemment seuls les employeurs devaient garantir les frais de rapatriement du migrant à l'étranger). Parmi les points de vue exprimés sur cette question, les représentants du Ministère de l'Intérieur prétendaient que cette façon d'aider les travailleurs domestiques à prendre leurs responsabilités faisait partie du processus d'intégration. Les migrants interrogés, d'autre part, estimaient que ce processus était injuste et qu'il alourdissait sensiblement les frais liés à leur immigration. Le Ministère du Travail a convenu que cela représentait une lourde charge pour les migrants et que cette mesure ne contribuait pas à leur intégration. KISA a estimé que l'obligation imposée au travailleur domestique migrant de payer une garantie augmentait la menace d'un travail servile.

Connaissance de base du grec ou de l'anglais

Cette nouvelle exigence est considérée comme un incitant à une meilleure communication et comme une étape - ou une condition préalable - vers l'intégration. Les personnes immigrées interrogées estimaient que la langue était d'une importance cruciale pour d'autres aspects de l'intégration, notamment pour la connaissance et la revendication de ses droits. La plupart des personnes interrogées ont convenu que les cours de langue devraient être gratuits et accessibles aux travailleurs domestiques immigrés en tenant compte de leurs heures et lieux de travail.

Exigence d'une expérience d'un an au moins comme travailleur domestique

Les personnes interrogées éprouvaient des sentiments mitigés à l'égard de ce nouvel ajout à la politique. Les représentants du Ministère de l'Intérieur ont affirmé qu'il était nécessaire parce que les travailleurs domestiques de certains pays manquaient de connaissances du travail domestique et étaient exposés au risque d'être licenciés

et expulsés si leur travail était jugé insatisfaisant. Le Ministère du Travail a déclaré qu'il avait récemment décidé d'ajouter des cours de formation d'une durée de 6 mois comme alternative à l'exigence d'une expérience professionnelle antérieure.

Transfert de responsabilité des travailleurs domestiques migrants du Ministère de l'Intérieur au Ministère du Travail

Ce transfert a été bien accueilli par l'ensemble des personnes interrogées, y voyant une mesure très positive qui contribuerait directement à l'intégration des travailleurs domestiques immigrés. Les représentants de PEO et KISA ont considéré que le Ministère du Travail, qui assume la pleine responsabilité de l'emploi des travailleurs domestiques dans le cadre de la Convention des travailleurs domestiques de l'OIT, devrait conduire à une amélioration des droits des travailleurs domestiques immigrés. La représentante du Bureau du médiateur a déclaré que ce transfert correspondait à une recommandation émise de longue date par son Bureau. D'autres personnes interrogées ont fait part de leur besoin d'une garantie assurant que le département de l'inspection du Ministère du Travail effectuerait un contrôle efficace de l'emploi dans les habitations privées. Le représentant du ministère a déclaré que cette question était discutée à l'OIT dans la mesure où d'autres pays connaissaient la même situation. Il a estimé qu'un grand nombre d'employeurs de travailleurs domestiques "ouvriraient" leurs maisons aux inspecteurs du travail voire aux syndicats.

Augmentation de 10% du salaire brut minimal des travailleurs domestiques (5% à partir du 01/01/2011 et 5% à partir de 01/07/2011)

Bien que le pourcentage de l'augmentation soit substantiel, le faible salaire de base du travailleur domestique réduit son importance en tant que mesure d'intégration. Le représentant syndical était d'avis qu'en raison de l'absence d'augmentations durant un grand nombre d'années, les travailleurs domestiques sont devenus une main d'œuvre bon marché. Le représentant du Ministère du Travail a indiqué que des heures supplémentaires pourraient être réclamées chaque fois que les travailleurs domestiques travaillaient plus de sept heures par jour mais les migrants interrogés se sont montrés sceptiques à cet égard, doutant que cette mesure soit appliquée de façon universelle.

Réduction du visa de résidence et de travail à 2 ans (à partir des 4 ans actuels)

Les représentants du Ministère de l'Intérieur ont déclaré que cette mesure visait un meilleur contrôle et suivi de l'emploi des travailleurs domestiques migrants, et que tous deux en bénéficieraient. D'autres personnes interrogées ont contesté ce raisonnement, notamment le représentant de KISA, qui a souligné le lien entre la durée de séjour et la sécurité, le sentiment d'appartenance à la société et le fait d'en être membre chez les travailleurs domestiques immigrés.

Possibilités de variation des droits de permis de séjour et de visa à charge des employeurs pour tenir compte des groupes à faibles revenus

La majorité des personnes interrogées sont d'accord avec ce changement mais ont mis en doute le fait qu'il s'agissait d'une mesure d'intégration. Le représentant de KISA a noté qu'il était également important de s'assurer que les travailleurs migrants ne se voient pas chargés de nouveaux frais censés être payés par les employeurs. Très souvent, les employeurs demandent aux travailleurs migrants de payer ces droits (particulièrement en cas d'extension de plus de quatre ans, les droits étant beaucoup plus élevés dans ce cas), menaçant de les licencier ou de les remplacer par de nouveaux travailleurs migrants s'ils refusent. Le représentant de KISA a également précisé qu'il était très important de réduire les droits de demande du statut de résidence de longue durée, qui sont actuellement très élevés (€427,15) et donc restrictifs.

Conclusion

Certains des amendements individuels de la NEPDW (apprentissage de la langue, formation comme alternative à l'expérience professionnelle antérieure, transfert de responsabilité au Ministère du Travail, adoption de la dénomination "travailleur domestique") sont considérés par la majorité des parties prenantes participantes comme des mesures positives et importantes s'inscrivant dans la bonne direction. Cependant, à l'exception des représentants gouvernementaux, la majorité des autres personnes interrogées sont d'avis que la nouvelle politique d'emploi pour les travailleurs domestiques n'atteint pas son objectif de protéger efficacement les droits des travailleurs domestiques immigrés garantis par la législation du travail ou de contribuer de façon substantielle à leur intégration dans la société chypriote.

Italie: Un quartier de migrants s'organise pour disposer de meilleures ressources

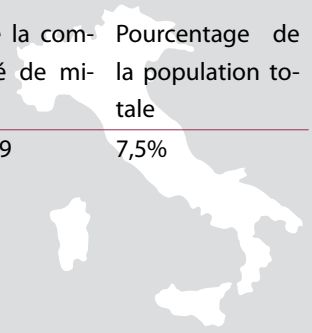
Centre d'initiative piémontaise pour l'Europe (Centro d'Iniziativa per l'Europa del Piemonte - CIE Piemonte)[20]

A propos de l'organisation partenaire

CIE Piemonte est une organisation culturelle sans but lucratif qui vise à établir une culture européenne concrète et étendue par l'information, l'échange culturel et la formation. Elle opère selon une structure ouverte, articulant un réseau de citoyens, d'associations, d'organisations politiques, de syndicats et d'autorités locales. Elle veut apporter son aide dans l'élaboration des discussions et propositions portant sur les nouveaux défis de l'unification européenne.

Données relatives à l'immigration

Principales communautés de migrants	Taille de la communauté de migrants	Pourcentage de la population totale
Marocains, Albanais, Latino-américains, Chinois, Ukrainiens et Tunisiens	4.235.059	7,5%



Description du projet

CIE Piemonte a apporté son soutien à la Casa del Quartiere di San Salvario (Maison de quartier de San Salvario) dès sa création. Pendant les onze dernières années, le projet s'est déroulé dans le quartier San Salvario de Turin, qui a traditionnellement servi de quartier d'arrivée aux migrants.

Près du centre-ville, le quartier présente certaines caractéristiques d'un quartier pauvre mais sa position centrale met également ses résidents en contact étroit avec la principale plaque tournante économique et sociale de la vie de la cité.

Dans les années 90, cette proximité a eu tendance à créer des frictions. Pendant un temps, San Salvario a acquis une réputation nationale de centre d'agitation féroce contre les immigrés, menée par des associations créées par des résidents italiens. Les migrants étaient perçus comme étant la cause d'une baisse des conditions de vie dans le quartier, responsables des immondices, de la criminalité et des comportements antisociaux en général.

Le mouvement de voisinage visant à établir la Casa del Quartiere fut le résultat d'un effort consciemment déployé pour traiter les problèmes situés au centre de ce mécontentement. Le groupe qui soutient l'initiative a réussi à avoir un immeuble communautaire converti en espace communal, offrant des salles de réunions et un lieu récréatif aux résidents locaux ainsi qu'un café très populaire. La Casa est administrée par un comité de gestion bénévole qui représente les divers groupes présents dans la région locale. Des équipes d'assistants sociaux sont également présents dans les locaux. Ces équipes mènent des projets avec les résidents sur des questions telles que le logement, la santé, les activités récréatives et culturelles.

L'initiative a adopté une approche italienne très traditionnelle de l'activité communautaire en mettant l'accent sur l'identité commune. L'identité commune se développe à partir de l'expérience de vie dans un quartier particulier et offre une aide mutuelle et une solidarité locale pour répondre aux difficultés et aux privations. Le test soumis au projet de la Casa consistait à voir si ces principes pouvaient encore être appliqués dans des communautés culturellement diversifiées, telles que San Salvario, qui plaçait des Africains, des Asiatiques et des Latino-américains au côté de natifs italiens.

Le projet fait partie de l'activité de l'Agence de développement local de San Salvario, dont les objectifs sont la régénération urbaine du quartier (y compris les programmes de logement social), le développement économique, culturel et social, la communication et l'autonomisation de la communauté. Dans ce cadre, les buts spécifiques du projet Casa sont les suivants:

- fournir au voisinage des espaces publics ouverts pour des activités sociales et culturelles;
- promouvoir l'échange et la compréhension interculturels et intergénérationnels par l'établissement de forums et de clubs rassemblant de multiples parties prenantes;

20 http://www.ciepiemonte.it

- fournir des espaces et un soutien technique aux ONG locales qui organisent des événements culturels, des ateliers, des activités multimédias et des formations;
- fournir des infrastructures aux familles du voisinage (jardins d'enfants, cantine à faible coût) pour permettre aux femmes d'augmenter leur participation à la fois sur le marché du travail et dans la vie sociale et culturelle de la communauté;
- établir un mécanisme permanent de consultation auprès de communautés différentes qui vivent dans le quartier;
- accroître l'estime de soi et le sentiment d'appartenance de tous les membres de la communauté.

Le projet implique plus de 20 organisations qui sont toutes membres du Conseil d'administration de l'Agence de développement local. Il s'agit notamment des organisations suivantes:

- l'ASAI (Association pour l'activité interculturelle) et l'Associazione Teatro Baretti (groupe théâtral) qui organisent des événements culturels et des formations interculturelles;
- des associations de commerce et d'artisans (Associazione commercianti Borgo 8, Confartigianato, Associazione Commerciale via Madama Cristina e borgo San Salvario) engagées dans le développement économique et la vente de terrains;
- des associations environnementales (Legambiente, Ecopolis) impliquées dans des programmes de régénération urbaine;
- associazione Cittadini per San Salvario, Comitato Spontaneo Quadrilatero San Salvario, Gruppo Abele - Spazi d'Intesa, travaillant dans le domaine de la médiation culturelle et la résolution des conflits;
- des entités religieuses (Oratorio San Luigi, Parrocchia SS.Pietro e Paolo) impliquées à la fois dans la prise en charge des enfants et la prévention des conflits religieux;
- des associations de femmes et "Time Bank" - un organisme ouvrant des possibilités de bénévolat pour les personnes de la communauté;
- les sections des syndicats rassemblant des retraités et représentant leurs besoins en tant que résidents âgés de ce quartier.

Le concept de la Casa del Quartiere est né d'une prise de conscience croissante du nombre extrêmement limité d'endroits où les résidents pouvaient se rencontrer à la fois pour organiser et participer à des événements culturels et des activités sociales et pour discuter des problèmes et défis que pose la coexistence avec différents groupes de population (personnes âgées/jeunes, Italiens/immigrés, musulmans/chrétiens/juifs/protestants/animistes, nouveaux venus/résidents de longue durée, immigrés du Maghreb/d'Afrique subsaharienne/d'Europe de l'Est, etc.). Cette prise de conscience a débouché sur certains principes qui ont servi à guider l'organisation du projet Casa. Il s'agit des principes suivants:

- créer une "plaque tournante" de la communauté autour de laquelle les différents groupes de population puissent s'organiser et se rencontrer;
- cette plaque tournante devrait inclure une bibliothèque publique multilingue facilement accessible;
- créer des espaces destinés à des activités et des événements (multi/inter)culturels ainsi qu'à des associations de personnes (à la fois italiennes et immigrées);
- la Casa devrait permettre un échange intergénérationnel et être convivial à la fois pour les personnes âgées et pour les jeunes;
- toutes les activités devraient être mutuellement "visibles" (espaces ouverts).

En ce qui concerne le processus, le projet visait les objectifs suivants:

- **Un processus participatif pour la constitution d'un projet:** La population du voisinage a été largement consultée (questionnaires, rassemblements publics et assemblées, etc.) tandis que des ateliers spécifiques/groupes cibles impliquant des fonctionnaires, des ONG, des architectes, ainsi que des associations de migrants/communautés étaient organisés. Aucune différence n'a été faite entre les immigrés et les citoyens: tous les groupes étaient impliqués sur un pied d'égali-

té, selon un principe intégrant, basé sur l'appartenance à la communauté du voisinage plutôt qu'à un groupe particulier.

- **Relations institutionnelles:** Depuis 2002, l'Agence de développement et le Comité de projet rencontrent le Conseil municipal de Turin, le département de la jeunesse de la ville et d'autres pouvoirs publics concernés, comprenant des instances chargées de faire appliquer la loi.

Examen par les pairs des réalisations du projet

L'évaluation du travail du projet a été effectuée par un groupe de pairs, qui comprenait des représentants du conseil de voisinage de San Salvario, des services syndicaux axés sur la migration, des ONG antiracistes et des associations d'immigrés. Les principales réalisations peuvent être évaluées comme suit:

- **Une amélioration de la compréhension mutuelle et une réduction des conflits inter-ethniques:** La présence au Conseil d'administration de la Casa del Quartiere du président du "Comitato Spontaneo" (Comité bénévole) San Salvario, qui était, dans les années 90, la principale organisation à la tête des protestations contre l'immigration dans le quartier, est particulièrement significative.
- **La régénération urbaine:** La Casa ainsi que l'Agence de développement ont favorisé toutes deux la restauration des maisons abandonnées et le rétablissement des espaces publics. Cette action, soutenue à la fois par les pouvoirs publics et les entreprises privées, a donné lieu à des réalisations significatives. Les tendances à la dépréciation de biens immobiliers et à la migration des résidents vers d'autres quartiers de la ville ont été freinées. Ces réalisations ont un effet indirect en raison de l'effet secondaire créé par la limitation de l'embourgeoisement impliquant un déplacement des résidents à faibles revenus vers d'autres quartiers de la ville et leur remplacement par des personnes appartenant à la bourgeoisie.
- **Le renforcement de la sécurité:** l'un des résultats du projet a été le développement de la vie culturelle et sociale du quartier. Actuellement, San Salvario est un quartier très animé. L'éclairage des rues a été amélioré dans le cadre d'une régénération urbaine ; les magasins ont été autorisés à pratiquer des heures d'ouverture plus longues. En outre, l'environnement physique est plus convivial pour les personnes âgées et les femmes accompagnées d'enfants. En conséquence, le taux de criminalité urbaine s'est sensiblement réduit.
- **Un sentiment d'appartenance:** Les résidents du quartier ont commencé à se sentir fiers d'y vivre. Par conséquent, l'attention moyenne accordée à "l'entretien de l'environnement" a augmenté. Par rapport aux années précédentes, les rues sont maintenant plus propres et les bâtiments dégradés moins nombreux.
- **Une meilleure image médiatique:** Le quartier de San Salvario était habituellement considéré comme le "Bronx de Turin". Aujourd'hui, il est défini par les médias locaux et même nationaux comme "l'un des quartiers les plus "tendance" de Turin". Ce changement d'image est lié aux améliorations visibles obtenues par un travail acharné, réalisé par le projet Casa. Il a été cité dans les programmes et interviews de radio et de télévision nationaux comme un exemple de "la manière de reconstruire un quartier en voie de dégradation" et il a été présenté dans le discours politique comme une démonstration de la possibilité d'une coexistence non seulement "pacifique" mais également fructueuse de groupes appartenant à des cultures, des nations, des religions et des âges différents.

Conclusion

Le projet San Salvario a été motivé par la nécessité de traiter les relations au sein d'une communauté qui était divisée en fonction de critères ethniques suite à des années d'absence d'investissement dans l'infrastructure du quartier. Cependant, l'on a estimé que les remèdes nécessaires devaient être enracinés dans les besoins réels de la communauté, qui ne pourraient s'identifier que dans le cadre d'un processus démocratique de discussion et de négociation entre les différentes parties du quartier. On peut retrouver

ici la logique des principes d'ENAR traitant de "l'antidiscrimination pour tous" (principe 6 d'ENAR) et respectant les liens entre l'antidiscrimination, l'intégration et la cohésion sociale (principe 7 d'ENAR).

Le projet visait également une "cohérence politique" (principe 10 d'ENAR), en liant les améliorations recherchées dans des domaines tels que la politique de logement, la santé publique et la criminalité urbaine au succès de la plaque tournante communautaire construite autour de la Casa del Quartiere. Cette plaque tournante motive tous les éléments de la communauté locale au travers de partenariats regroupant les 20 organisations qui font partie du Conseil d'administration de l'Agence de développement local. Ces groupes comprenaient des organismes capables de garantir que les points de vue des communautés de migrants locales soient représentés dans toutes les activités de la Casa (principe 12 d'ENAR).

Le souci d'anticiper les problèmes et de ne pas attendre qu'ils explosent au sein de la communauté locale faisait également partie de la perspective de ce projet. Comme la Casa a travaillé au développement d'un sentiment d'appartenance communautaire plus fort, elle a dû inculquer aux citoyens locaux la vision qu'ils construisaient un avenir meilleur et plus inclusif. Le projet a été organisé de telle sorte qu'il se renforce et progresse au fil du temps, avec des participants qui attendent impatiemment le moment où ils pourront offrir une base plus forte pour tous ceux qui le souhaitent. L'importance du principe 15 d'ENAR, stipulant que l'intégration devrait être proactive et non réactive, a bien été illustrée dans cette approche.

Suède: Les femmes africaines et le marché de l'emploi

Centre contre le racisme

A propos de l'organisation partenaire

Le Centre contre le racisme (CMR) est un réseau d'ONG représentant environ 90 organisations travaillant dans la lutte contre les discriminations. Les organisations membres, ainsi que leur vaste réseau de contacts, offrent une large base de connaissance sur le racisme, l'intégration et les discriminations dans les différents secteurs de la société suédoise. Le Centre établit une cartographie et procède à l'articulation des problèmes et plans d'action de lutte contre les discriminations et le racisme. Le CMR engage les autorités, les organisations, le grand public, les institutions et les partis politiques au travers de campagnes de sensibilisation et d'information. Il travaille également sur les questions d'intégration en encourageant un dialogue interculturel avec les jeunes et en prônant le respect des droits des migrants.

Données relatives à l'immigration

Principales communautés de migrants	Taille de la communauté de migrants	Pourcentage de la population totale
Finlandais, Irakiens, Polonais, Africains (une majorité de Somaliens), Sud-américains, Iraniens, Libanais, Syriens, Thaïlandais, Chinois, Vietnamiens, Indiens, Afghans, Philippins, Coréens (du Nord et du Sud) et Pakistanais	1,6 millions	Pourcentage de personnes d'origine étrangère: approximativement 20 % Pourcentage de personnes nées à l'étranger: approximativement 12%

Description du projet

Le Centre de lutte contre le racisme a été impliqué dans la création du Centre Simba en coopération avec à l'Association afro-suédoise en 1998. Le groupe cible de ce nouveau centre visait les femmes africaines sans emploi. Bien que des éléments aient indiqué qu'un grand nombre

de personnes de ce groupe jouissaient d'un bon niveau d'éducation, leur taux de réussite dans l'obtention d'un emploi correspondant à leurs qualifications était inférieur à celui des hommes africains, qui eux-mêmes réussissaient moins bien que leurs homologues de la population suédoise masculine.

Ce projet avait pour objectifs d'améliorer les résultats en termes d'emploi pour les femmes immigrées africaines et de contester les stéréotypes. Le projet visait aussi à éduquer et informer les employeurs et les agences d'emploi quant au potentiel des migrants, à apporter aux migrants la preuve de leur propre capacité de leadership et à construire des ponts plus forts avec d'autres secteurs de la main-d'œuvre suédoise, tels que les syndicats, les entreprises privées, la société civile, l'Agence suédoise pour l'emploi et les services de sécurité sociale.

Le Centre Simba a promulgué des conseils et des services de consultance aux femmes africaines restées sans emploi pendant plus de six mois et orientées vers le Centre par l'Agence suédoise pour l'emploi. Les conseillers du Centre Simba ont travaillé avec ces femmes en vue de préparer des plans de travail individuels fondés sur l'origine de la personne, son éducation et ses qualifications professionnelles, son expérience professionnelle ainsi que ses aspirations en termes de débouchés professionnels et future carrière professionnelle.

Ce plan de travail a facilité l'identification des cours utiles que les personnes pourraient suivre afin d'actualiser leurs compétences. Le Centre Simba a organisé certains de ces cours, en particulier en technologies de l'information. Des groupes de discussion impliquant plusieurs demandeurs d'emploi ont été organisés et couvraient des thèmes tels que les normes et les attentes de la société suédoise, l'éthique, la citoyenneté, etc.

Le Centre a la capacité de travailler avec 80 demandeurs d'emploi à la fois. Il a développé de puissants réseaux capables de mettre en corrélation les emplois et les demandeurs d'emploi en élaborant une base de données de 800 entreprises. Il travaille en étroite collaboration avec l'Agence suédoise pour l'emploi et les services de sécurité sociale en vue d'encadrer les chômeurs immigrés de longue durée pour répondre à leurs besoins et de développer des techniques de dialogue interculturel. En outre, le Centre a également lancé un partenariat avec Manpower, une agence pour l'emploi du secteur privé.

Examen par les pairs des réalisations du projet

Le groupe de référence qui a supervisé l'examen du projet par les pairs a considéré le contexte plus large du travail effectué au niveau des politiques officielles dans le domaine de l'emploi. Ce groupe réfute les initiatives récentes instaurées par le gouvernement suédois visant une accélération de l'installation des immigrés nouvellement arrivés dans le marché de l'emploi et dans la vie sociale. Ces initiatives seraient jugées inefficaces en termes d'intégration. En réalité, elles privent les nouveaux venus de leurs capacités, les laissant exposés à l'exclusion sociale, au racisme, aux discriminations et à la pauvreté.

Les discussions du groupe de référence se sont centrées sur le fait que la nouvelle stratégie du gouvernement en matière d'intégration pour 2008-2010 ne concrétisait pas ses promesses d'intégration des nouveaux venus. Cette nouvelle stratégie se concentre sur les politiques à mettre en œuvre au travers de mesures générales. Des mesures spéciales centrées sur les immigrés ne ciblent que les nouveaux venus et ceci au détriment des migrants et des minorités déjà établis. En bref, le gouvernement suédois ne déploie pas suffisamment d'efforts pour mettre en œuvre des politiques efficaces de promotion du bien-être des migrants installés dans la société suédoise. Ce point a fait l'objet d'une discussion, qui gardait en même temps à l'esprit les principes de base communs de l'UE sur l'intégration. Le groupe de référence est également arrivé à la conclusion qu'il existe un manque de

cohérence politique entre la migration, l'intégration, l'inclusion sociale et l'antidiscrimination, ce qui a eu pour effet d'exposer les migrants à l'exclusion sociale et aux discriminations.

La question s'est posée alors de savoir comment des organisations telles que le Centre Simba et le Centre contre le racisme pouvaient développer des approches et des outils permettant d'influencer et de renforcer efficacement la participation des migrants au marché de l'emploi. Un facteur important a été identifié: il consiste à inciter des acteurs tels que l'Agence suédoise pour l'emploi et les employeurs à prendre des mesures leur permettant de devenir plus ouverts et inclusifs vis-à-vis de la participation des migrants et de leur accès au marché de l'emploi. Il consiste aussi à inciter les décideurs politiques à reconnaître que l'antidiscrimination et l'inclusion sociale sont des conditions préalables à des stratégies d'intégration réussies. Le groupe de référence a également exploré la nécessité de mécanismes d'étalonnage efficaces pour mesurer l'intégration des migrants dans le marché du travail et l'importance d'adopter une approche positive de la migration pour réaliser l'intégration.

Leur travail ciblé mené individuellement avec des demandeurs d'emploi a amélioré le taux de réussite de l'embauche pour ce groupe ; 30% des personnes ayant trouvé un emploi durant la période où elles étaient au Centre Simba. Il s'agit d'un taux plus élevé que celui qui avait été obtenu par l'Agence suédoise pour l'emploi.

Mais, même ce taux signifiait qu'il y avait encore plus de deux tiers du groupe de clients qui appartenaient à la catégorie de chômeurs de longue durée. En outre, le travail trouvé pour les clients avait tendance à se situer dans le secteur des faibles qualifications, qui offraient souvent des types d'emploi occasionnels ou peu sûrs. Si les clients perdaient leur emploi, ils retourneraient à l'Agence suédoise pour l'emploi afin de recourir à ses services pour une autre période pouvant atteindre jusqu'à six mois.

Les membres du personnel et le Conseil d'administration du Centre Simba, se composant principalement de femmes suédoises d'origine africaine, ont appris énormément quant à la façon de promulguer des conseils, des consultations et des services de formation. Ces personnes

ont su également entretenir d'excellentes relations avec le personnel de l'Agence suédoise pour l'emploi et les employeurs.

Il règne parmi les défenseurs du Centre un sentiment d'inquiétude, une crainte de voir qu'après dix ans de travail, ils soient devenus une composante du système de gestion de l'emploi et qu'ils aient perdu le pouvoir de contester la manière dont les marchés du travail sont organisés, ainsi que la façon dont les préjugés peuvent être utilisés contre des groupes vulnérables. L'on estime généralement aujourd'hui que le succès de cette initiative réside dans le simple fait que des femmes aient trouvé un emploi, mais avec peu de possibilités de suivi pour pouvoir exploiter réellement tout leur potentiel.

Une indication de la façon dont le Centre a été absorbé dans le système vient du fait que son contrat avec l'Agence suédoise pour l'emploi a été modifié en vue de lui demander d'accueillir une plus grande catégorie de chômeurs de longue durée autre que les femmes africaines, son public cible à l'origine. Le Centre a été obligé d'accepter ces conditions, dont le financement en dépend. Ce n'est pas nécessairement considéré comme une mauvaise chose par le personnel du Centre car cela démontre qu'un projet lancé par une communauté, dirigé par des femmes africaines, peut jouer un plus grand rôle dans le traitement de problèmes profondément enracinés de la société suédoise. Il s'agit d'un indicateur de succès en termes d'intégration des migrants.

Conclusion

Le projet Simba est un exemple de projet d'intégration fermement enraciné au sein d'une communauté de mi-

grants. Dès le départ, ce projet cherchait à développer au sein de cette communauté une capacité à traiter un domaine important de désavantages. Il a introduit des valeurs, des conceptions et des principes positifs dans ce processus (principe 1 d'ENAR) en encourageant la reconnaissance des compétences acquises par ce groupe de travailleurs, que le marché du travail avait négligées alors qu'il s'appuyait sur ses structures établies pour mesurer le mérite et la valeur. Les thèmes d'intégration dans le marché du travail (principes 8 et 9 d'ENAR) sont dominants dans le projet Simba, tout comme le rôle des questions relatives au genre (principe 11 d'ENAR).

Le projet Simba s'est montré novateur et adaptable au niveau de ses relations avec les agences pour l'emploi des secteurs privé et public dans la négociation de voies d'accès à l'emploi pour son groupe de clients. Cependant, sans une stratégie visant l'établissement d'alliances entre ces partenaires, les activités des associations de communautés de migrants risquent de voir leur indépendance s'éroder. C'est tout particulièrement le cas si la base du financement du travail est étroite, provenant peut-être seulement de partenaires institutionnels.

Quelques-uns des 15 principes d'ENAR pourraient nous aider à réduire ce risque d'érosion de l'indépendance dans de telles circonstances. Le principe 5 devrait se montrer utile à cet égard, avec sa recommandation de voir les organisations développer leur capacité à utiliser les données démographiques afin de permettre une contestation des suppositions à chaque étape de développement du projet. Cela permet de créer des capacités de recherche au sein du projet et d'examen minutieux des preuves, d'identifier les points conflictuels et de rechercher de nouvelles données, qui devraient permettre de venir à bout des politiques et pratiques inadéquates qui sont enracinées dans des perspectives souvent bureaucratiques des départements et agences du gouvernement.

Un autre redressement de l'équilibre pourrait provenir de la création d'alliances avec d'autres acteurs qui partagent les préoccupations du projet, portant sur le non-respect par les marchés du travail de normes qui doivent permettre des résultats plus efficaces en termes de justice sociale. Le principe 6 d'ENAR - demandant de "garantir l'antidiscrimination pour tous" pour ce travail offre une piste à cet égard. Dans le monde de l'emploi, cela devrait se traduire par un dialogue avec les syndicats, dans la mesure où il s'agit des acteurs les plus proches du courant traditionnel de la société suédoise qui soient concernés par l'équité sur le lieu de travail. Le projet Simba doit encore établir une stratégie de création de ponts dans cette direction et il pourrait s'avérer crucial qu'elle y parvienne d'ici peu.

Royaume-Uni: Etablir une base communautaire pour l'intégration

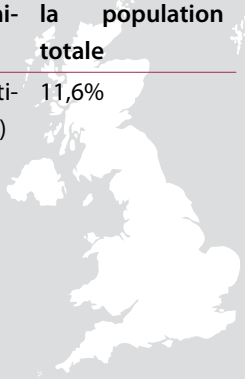
UK Race and Europe Network (UKREN)[21]

A propos de l'organisation partenaire

L'UKREN, créé en 1996 par un groupe de six grandes organisations britanniques de lutte contre le racisme en vue de sensibiliser les organisations implantées au Royaume-Uni, œuvre à promouvoir l'égalité raciale et l'importance des lois et politiques de l'Union européenne concernées. Aujourd'hui, l'UKREN est un réseau qui, à l'échelle du Royaume-Uni, regroupe plus de 200 organisations - principalement des organisations non gouvernementales et à base communautaire - impliquées dans les relations interraciales et la lutte contre le racisme à un niveau local, national ou européen.

Données relatives à l'immigration

Principales communautés de migrants	Taille de la communauté de migrants	Pourcentage de la population totale
Indiens, Polonais, Pakistanais, Bangladeshis, Allemands, Sud-africains, Américains, Nigérians, Jamaïcains et Irlandais	7.139.000 (estimation de 2010)	11,6%



Description du projet

L'environnement multiculturel et diversifié qui existe dans les grandes villes britanniques a longtemps servi de moteur à une véritable évolution vers une forme démocratique d'intégration. Les premières années de résistance au racisme manifeste menées par les communautés d'immigrés noirs ont créé des formes organisationnelles qui ont persisté jusqu'à ce jour. Cette tradition a combiné des éléments tels que l'organisation de la communauté, l'implication politique, la communication (par le travail d'un réseau animé de journaux et revues ethniques et de stations de radio communautaires), l'activisme juridique (plus particulièrement en se servant des lois d'antidiscrimination et, plus récemment, des lois de défense des droits de l'homme) ainsi que la formation à l'esprit d'initiative.

Le meilleur de ce travail se situe dans les zones géographiques où les immigrés et les communautés noires et minoritaires forment une masse critique suffisante pour faciliter la mise en place de structures et de mécanismes de soutien qui soient à même de persister. Voulant évaluer un projet d'intégration au Royaume-Uni, l'UKREN a approché le Migrant and Refugee Communities Forum (MRCF),[22] Forum des Communautés de Migrants et de Réfugiés, en vue de demander leur participation à cet exercice.

Le MRCF a été fondé en 1993 pour répondre aux besoins des communautés de migrants et de réfugiés dans le Nord-ouest de Londres. Les migrants économiques établis, ainsi que les réfugiés nouvellement arrivés, ont lutté pour accéder aux services de santé et de sécurité sociale, à l'emploi et à l'éducation, au conseil juridique et au logement. Ils ont formé des organisations communautaires en vue de partager leurs connaissances et compétences afin de se soutenir mais ont rencontré dans cette démarche des difficultés supplémentaires pour pouvoir répondre aux exigences de la loi relative aux associations caritatives et travailler dans un secteur bénévole concurrentiel. Dans un véritable esprit de partenariat et de débrouillardise, les diverses communautés ont pu surmonter leurs différences et ont joint leurs forces pour devenir autonomes.

Le Forum est doté d'une structure d'affiliation comptant actuellement 40 organisations inscrites. Trente de celles-ci sont des groupes qui sont principalement au service de groupes ethniques particuliers, tels que les Somaliens, les Bosniaques, les Ukrainiens, les Chinois, les Ethiopiens, les Marocains, les Vietnamiens, les Soudanais et les Erythréens. Sept organisations se décrivent comme groupes de "femmes" ou de "mères". Deux groupes se sont construits autour des besoins et contributions des plus âgés et trois sont des organisations de jeunes. Une organisation qui travaille avec des personnes handicapées et quatre qui comptent des groupes de travailleurs spécifiques (dentistes, médecins

21 http://www.runnymedetrust.org/projects-and-publications/projects/europe/uk-race-amp-europe-network/about-ukren.html

22 http://www.mrcf.org.uk/

et travailleurs domestiques) sont impliqués dans le Forum. Certains groupes sont centrés sur des questions de santé et d'autres sur la culture (poésie, danse, musique). En outre, trois groupes offrent un appui éducatif supplémentaire aux enfants, combinant un soutien en anglais et en mathématiques avec des cours de langue maternelle.

Le Forum est implanté à North Kensington, un quartier multiculturel, où se tient le carnaval de Notting Hill, de renommée mondiale. C'est également la zone la plus riche et la plus densément peuplée d'Angleterre. Le MRCF dirige un centre de ressources qui offre un espace pour les formations, les réunions et les activités culturelles et un espace de bureaux et de services de soutien pour les groupes communautaires. Son centre de ressources lui permet d'avoir un contact quotidien avec les personnes et les principales communautés du secteur. Ses salles de réunion sont constamment utilisées par différents groupes et personnes. Des services de conseil et le soutien de tutelle sont également mis à disposition de centaines de personnes vulnérables.

Le MRCF a mis en place une infrastructure axée sur l'utilisateur qui aide au développement de capacités pour des alliances locales intercommunautaires. Le centre soutient les droits des migrants et des réfugiés en les assistant dans le développement et le renforcement de leurs organisations communautaires. En outre, le MRCF développe et lance des programmes qui apportent un soutien individuel aux migrants et aux réfugiés. Ces programmes sont axés sur les problèmes à traiter et répondent habituellement aux besoins qui ne peuvent être satisfaits par les organisations communautaires, telles que le programme de formation des professionnels de la santé d'outre-mer, qui apporte un soutien aux médecins et dentistes immigrés au niveau du processus de vérification de leurs qualifications au Royaume-Uni. A ce jour, le projet a apporté son soutien à plus de 3.500 personnes originaires de 98 pays dans tout le Royaume-Uni.

Le MRCF offre également des formations. Il organise actuellement des cours gratuits sur "l'activisme numérique" qui aide les communautés immigrées à mettre en place une présence sur le web, à utiliser les réseaux sociaux pour adresser leurs messages à des publics plus larges ainsi qu' à utiliser les ressources numériques à des fins de participation et d'apprentissage.

L'un des objectifs particulièrement ciblés par son travail vise à améliorer l'accès des migrants aux services et possibilités qui existent à Londres. Il s'agit notamment des services de santé, de l'éducation, du bien-être familial, du logement et des offres d'emploi. Il œuvre aussi à promouvoir l'engagement civique dans les processus démocratiques.

Le MRCF a pour visée de combattre l'exclusion sociale des migrants et des réfugiés et de renforcer leur voix et leur participation civique dans l'optique globale d'obtenir une égalité de participation des personnes et des communautés défavorisées et de rendre ainsi leur intégration plus productive et plus significative. Il opère selon une approche "holistique" de son travail, en comprenant comment chaque partie de son programme se rapporte au but général de l'autonomisation des communautés.

Le principe opérationnel majeur du MRCF consiste à écouter ses utilisateurs, à replacer le problème dans un contexte plus large, à suggérer et faciliter des réponses. Dans bon nombre de cas, les réponses portent sur les besoins de réimplantation immédiate mais, dans d'autres cas, le MRCF a aidé à traiter les problèmes rencontrés par des communautés immigrées plus implantées que d'autres. Ce fut le cas du 'Projet d'histoire orale marocaine', qui a créé une image de la migration marocaine au Royaume-Uni.[23]

L'approche du Forum oriente les organisations de migrants, en partant des préoccupations exprimées au sein de leurs communautés pour les diriger vers un engagement plus large avec d'autres groupes dans la société civile locale et vers des décideurs politiques et des politiciens prenant

23 Voir http://www.moroccanmemories.org.uk/

des décisions majeures. Lorsqu'il prépare son programme de travail, il utilise des techniques "d'analyse de pouvoir" qui établit un relevé des chaînes d'autorité et d'intérêt dans un domaine politique particulier, recherchant les points où l'action de plaidoyer sera la plus persuasive et la plus efficace.

Examen par les pairs des réalisations du projet

Le Forum réexamine constamment son travail par rapport à une série de critères convenus. Il s'agit notamment des points de référence suivants:

- dans quelle mesure le Forum a contribué au renforcement des compétences et connaissances des personnes dans la communauté;
- la qualité des réseaux et partenariats que les groupes ont pu développer avec son aide;
- le niveau de participation des réfugiés et des migrants dans les partenariats d'égalité et d'inclusion sociale dans la région et dans le Royaume-Uni au niveau national;
- dans quelle mesure la voix du véritable vécu des migrants est rapportée dans l'ensemble de son travail, y compris dans la publication de ses rapports et bulletins;
- l'efficacité de ses publications pour persuader les personnes du public ciblé;
- sa capacité à répondre aux enquêtes médiatiques et publiques;
- les résultats obtenus pour les personnes qui ont eu recours à ses conseils et services de référence;
- les résultats de son travail mené avec des groupes cibles majeurs, qui a permis d'inclure, dans le cadre de projets récents, des jeunes et des professionnels dentaires et des soins de santé d'origine immigrée.

Les progrès observés par rapport à ces critères de référence sont soigneusement évalués dans un processus qui comprend l'obtention des réactions des groupes impliqués dans les projets du Forum - à la fois du point de vue des avantages tirés et aussi de la qualité de l'expérience vécue par la personne qui a été impliquée dans ce travail. L'analyse de ces réactions permet au Forum de se faire une idée plus fondée de ce qui fonctionne positivement dans son travail et des raisons de ce constat mais aussi de réfléchir à ce qui a moins bien fonctionné et aux leçons à en tirer.

En 2010, le MRCF a impliqué 92 personnes bénévoles dans son travail. Ces personnes utilisaient entre elles pas moins de 42 langues et dialectes, ce qui illustre la diversité des communautés dans leur secteur. Le système de tutelle du Forum a soutenu 75 migrants vulnérables tout au long de l'année. Le projet de développement des capacités de trois jours par semaine du Forum a offert 141 séances de conseil personnel sur la collecte de fonds, le développement de projets et la gouvernance à 32 organisations communautaires.

Le Forum a travaillé en partenariat avec 168 organisations du Royaume-Uni et de l'UE dans toute une série de secteurs politiques (immigration et intégration, santé et bien-être, éducation, emploi, égalité et conseil). Dans son projet de conseil se déroulant trois fois par semaine, le Forum a promulgué ses conseils à 264 personnes en 356 occasions différentes. 55 des utilisateurs soutenus étaient handicapés et 7 étaient âgés de 65 ans. Parmi les domaines traités dans ce service, il y avait notamment l'immigration (204), le bien-être (71), le logement (22), et les prestations sociales (21). 904 événements et réunions ont été organisés par les organisations communautaires, équivalant à 2.634 heures d'activités communautaires et 17.208 visites au centre. 16 organisations ont partagé cet espace de bureaux.

Le MRCF a fourni un soutien en termes de formations et d'emploi à 3.500 médecins et dentistes d'outre-mer, a formé 90 activistes numériques qualifiés pendant 6 semaines et a organisé des cours d'anglais, une formation sur l'auto-plaidoyer, sur les aptitudes de recherche d'un emploi, sur les droits à la sécurité sociale et sur la sensibilisation à la santé pour des centaines de migrants nouvellement arrivés. Le Forum a organisé huit événements publics, rassem-

blant des dirigeants de communautés et des décideurs politiques afin de renforcer le débat et inciter au changement. Le Forum a publié deux rapports reflétant les inquiétudes soulevées lors de ces réunions et a mené des campagnes de lobbying fructueuses pour s'assurer que les voix de ses membres soient entendues et prises en considération lors du débat (des bulletins électroniques réguliers sont distribués à 5.000 abonnés).

D'autres impacts mesurables du Forum ont été observés, à savoir:

- le nombre de visites de son site web;
- le nombre de participants aux événements, formations et réunions à son centre de ressources;
- le nombre de personnes recherchant un conseil juridique;
- le nombre de séances de développement de capacités;
- le nombre de personnes assistant à la formation et s'inscrivant aux programmes tels que celui des professionnels de la santé d'outre-mer ou le programme de tutelle;
- le nombre de changements de politiques traités par des actions de campagnes, médiatiques et de partenariat;
- le nombre de blogs associés aux initiatives spécifiques au Forum telles que le blog visuel Census ou la série de blogs du Comité Welcome;
- le nombre d'actions associées à son projet "Take Action", un outil web qui encourage les personnes à s'identifier par diverses campagnes publiques et à prendre des mesures telles que la signature de pétitions ou l'envoi de lettres à des parlementaires;
- le nombre de publications produites chaque année dans son programme de rapports et de séances d'information;
- des améliorations mesurables dans l'accès des migrants aux services de santé conformément au travail déployé dans le cadre du "Guide de bonnes pratiques pour accéder aux soins de santé" du Forum;
- le nombre de réunions et formations spéciales organisées avec des décideurs politiques dans le cadre du programme "Engage to Change", une initiative qui encourage les migrants à s'engager directement auprès de politiciens et décideurs politiques lors des réunions et événements organisés par le Forum.

Conclusion

Le MRCF a pu s'appuyer sur une longue tradition de leadership des communautés de migrants dans des activités d'intégration au Royaume-Uni. Cette approche a fourni le modèle de leur travail et suit les principes 3 et 4 d'ENAR en faisant des droits de l'homme un thème central de toutes ses activités. La connaissance de la démographie locale (principe 5 d'ENAR) et du plaidoyer soutenant la lutte contre les discriminations pour tous (principe 6 d'ENAR) sont également présents dans son travail.

Le principe central qui peut être identifié dans l'ensemble du travail du Forum est peut-être le principe 12 d'ENAR - Assurer la participation des migrants et faire entendre leur voix. Il s'agit d'un projet qui a construit un vaste soutien au sein de la communauté locale et établi de fortes relations avec d'autres groupes de résidents ne faisant pas partie des réseaux de migrants, y compris des services publics tels que le gouvernement local et le service de santé. Le MRCF offre un modèle fort d'un projet qui opère au travers des 15 principes d'ENAR.

SECTION 3

PLANIFIER DES PROJETS D'INTÉGRATION

Qu'est-ce qu'un "bon" projet d'intégration ?

Les questions clés à garder à l'esprit lorsque l'on considère un projet d'intégration au niveau communautaire sont : Que signifie "intégration"? Quels en sont les objectifs? A quoi ressemble une société intégrée? Ces questions sont vivement contestées à pratiquement tous les niveaux. Les avantages d'une politique d'intégration peuvent, en effet, sembler très différents des perspectives des gouvernements nationaux, des autorités régionales et locales, des agences et des services publics, des organisations de la société civile et des communautés de migrants et d'accueil. Comme il existe un tel espace de tension et de conflit quant à l'objectif même de la politique d'intégration, il est important pour des projets qui entament leur travail dans des communautés locales d'avoir une forte prise sur ce qu'elles essayent de réaliser d'emblée.

Traiter les inégalités: L'intégration devrait chercher à atteindre l'égalité dans tous les secteurs majeurs de la vie sociale et économique. Le point de départ de la conceptualisation des politiques d'intégration des migrants se concentre généralement sur la position du migrant. Cependant, une bonne stratégie adopterait une approche plus large, traitant une gamme entière d'inégalités qui touchent aussi bien les communautés de migrants que les communautés d'accueil.

Connaître les parties prenantes: Les stratégies d'intégration exigent une collaboration avec beaucoup de groupes différents qui ont un enjeu à des niveaux divers, que ce soit à l'échelle locale, nationale ou européenne. Il s'agit notamment de politiciens, de fonctionnaires travaillant dans des agences et des services gouvernementaux, d'organismes professionnels (assistants sociaux, médecins, infirmières, professeurs, policiers, fonctionnaires du logement, etc.), d'employeurs et de syndicats, de représentants des médias locaux et de personnes activement impliquées dans la communauté locale, en plus des migrants eux-mêmes.

Examiner les questions que l'on peut faire progresser à l'aide des politiques d'intégration: Il n'est pas possible de reprendre tout ce qu'il y a à faire en matière d'inégalités des migrants en une seule fois. Un bon projet commence par savoir ce qui est raisonnablement réalisable à ce moment. Ses activités sont organisées de telle sorte qu'elles s'assurent que certains progrès seront réalisés pendant son travail. Il cherche aussi à être en mesure de continuer à traiter des questions nouvelles dès l'achèvement de son travail actuel.

Un bon projet d'intégration des migrants aura placé ces questions au cœur même de son travail:

Participation, action, recherche: Un bon projet est conçu de manière à amener d'emblée autour de la table toute personne qui possède un enjeu dans son succès. Il implique tous les groupes dans la réflexion de base, la planification et l'identification des actions à entreprendre et des lacunes de connaissances à combler. Il prend sérieusement en considération la recherche, travaillant pour renforcer la base de preuves et pour énoncer des arguments convaincants et basés sur des faits, qui gagnent plus de personnes à ses buts et objectifs.

Interculturalisme: Un bon projet reconnaît et respecte le fait que les migrants auront une vision du monde qui reflète leurs expériences et leurs valeurs culturelles. Une approche interculturaliste encourage le dialogue à travers ces différentes perspectives en espérant qu'elle sera enrichissante pour tous. De cette façon, nous pouvons espérer dépasser le niveau des présomptions qui veulent que toutes les personnes aient des identités fixes qui sont insensibles au changement et croire qu'elles peuvent changer à la lumière de discussions et d'expériences.

Autonomisation: Les projets d'intégration qui permettent aux migrants ainsi qu'aux ressortissants des sociétés d'accueil de se joindre dans un dialogue mutuel et de participer pleinement à la société ont enregistré d'importants progrès. Les résultats positifs de l'intégration se manifestent sous la forme d'une conscience accrue et d'une plus grande confiance en soi, d'une participation et d'une implication plus importantes de tous les membres dans la société ainsi que d'une compréhension plus profonde et d'un respect plus marqué de la diversité dans la société.

Six façons de planifier des projets d'intégration en vue d'obtenir des résultats qui soutiennent les droits des migrants

Phase une: Se rappeler qu'il existe des secteurs de la politique qui sont absolument cruciaux pour respecter une politique d'intégration réussie

Il s'agit des domaines suivants :

- une participation entière et égale au marché du travail;
- le respect de la vie de famille et du droit au regroupement familial;
- l'éducation - à la fois des enfants et des adultes;
- la participation politique - le droit de participer aux processus qui responsabilisent l'exercice du pouvoir dans nos sociétés;
- la résidence de longue durée - un temps donné (5 ans dans la législation de l'UE) au terme duquel la résidence de longue durée devient une installation permanente;
- une voie clairement définie vers la citoyenneté;
- une protection juridique contre les discriminations.

Songez à ces questions lorsque vous envisagerez le travail que vous souhaitez entreprendre en matière d'intégration des migrants. Lesquelles de ces questions ont un impact manifeste dans les domaines de la vie communautaire qui vous concerne? S'il existe plus d'un de ces points (voire tous), en quoi consiste leur relation mutuelle dans la promotion de l'intégration?

En pratique

North Kensington est une région de l'Ouest de Londres qui compte une communauté de migrants très importante et très diversifiée. Bien qu'elle soit entourée par certains des quartiers voisins les plus opulents de Londres, cette zone compte une forte proportion de logements de basse qualité, soutirant des loyers élevés à des locataires susceptibles de ne percevoir que des revenus relativement faibles. A ces difficultés s'ajoutent souvent aussi des insécurités de statut de résidence, beaucoup de personnes des communautés de réfugiés se voient refuser par les autorités l'obtention des papiers dont elles ont besoin pour pouvoir travailler, bénéficier de services ou permettre aux membres de leur famille de les rejoindre.

↘ Comment définiriez-vous les priorités d'un projet d'intégration dans ces circonstances?

↘ Comment envisageriez-vous la nécessité de prendre en considération comme il se doit la position particulière des femmes, ou des jeunes, dans ces communautés? Que savez-vous de l'incidence du handicap et d'un mauvais état de santé dans ce secteur local?

Phase deux: Identifier un ou plusieurs des 15 principes d'ENAR pour une approche positive de la migration va vous aider à poser les balises de votre projet d'intégration

Si vous voulez vous servir de ces principes, rappelez-vous que vous recherchez les occasions autour desquelles vous pourrez structurer votre projet :

- Terminologie et valeurs positives
- Droits de l'homme
- Anti-discrimination
- Droits des personnes dans l'emploi
- Egalité dans l'éducation
- Possibilité de réponses proactives, plutôt que réactives

Les principes d'ENAR suggèrent aussi que vous recherchiez les liens entre des domaines tels que l'antidiscrimination et l'inclusion sociale. Souvent, plaider en faveur de l'intégration va fortement de pair avec la cohérence politique globale dans la mesure où cela concerne une série de mesures particulières dans chacun des secteurs politiques.

voir page 14 pour lire les 15 Principes.

En pratique

Les jeunes habitants du quartier des Marolles à Bruxelles ne réalisent souvent pas tout leur potentiel à l'école. Votre projet est mené avec des enseignants en vue d'essayer de déterminer ce qui peut être fait pour obtenir de meilleurs résultats scolaires et l'on découvre un facteur important à cet égard. Il s'agit du fait que leurs familles vivent souvent en situation de surpopulation au niveau du logement et qu'elles ne peuvent se permettre d'offrir à leurs enfants un endroit tranquille où ils puissent lire et faire leurs devoirs.

Fort de cette information, votre action de défense pourrait vous demander de prendre en charge deux secteurs séparés de la politique - le logement et le travail scolaire à domicile dans des écoles et des centres sociaux. La question des améliorations au niveau de la réserve de logements sociaux et de la réglementation des locations du secteur privé est étroitement liée à ce que vous tentez d'accomplir pour les jeunes dans le système scolaire.

Phase trois: Plaider en faveur de la nécessité de votre projet d'intégration

La nécessité de l'activité que vous prévoyez est évidente à vos yeux mais les autres le comprendront-ils? Quelles preuves apportez-vous qui puissent confirmer l'existence du problème que vous avez identifié? Les autres personnes vous soutiennent-elles dans ce point de vue?

Vous devrez examiner qui vous devez persuader pour mener ce travail en cours. Vous devrez également rassembler toutes les données et preuves nécessaires et identifier les sources de ces données et vous devrez aussi convaincre les autres et favoriser la compréhension de ce qu'est la "véritable" situation. Enfin, vous devrez vous assurer que les personnes qui vous ont donné ces impressions vont vous soutenir lorsque vous avancerez vos arguments.

En pratique

Vos conversations avec les femmes qui recourent aux services de votre Centre contre le racisme vous ont appris que les femmes africaines à Stockholm ont plus de difficultés que leurs pairs pour obtenir le type de travail pour lequel elles sont qualifiées dans la population d'accueil. Vous estimez qu'il serait relativement simple de mettre sur pied un projet qui porte sur ces questions avec des femmes et des employeurs pour obtenir de meilleurs résultats. Mais il y a une foule de personnes qui se montrent sceptiques quant à la cause plaidée. Certaines d'entre elles sont influentes auprès des services de l'emploi du gouvernement et des fédérations d'employeurs. Vous avez besoin d'une stratégie pour exposer les faits qui concernent les problèmes que vous traitez et ce qui peut être réalisé.

↘ **Envisagez d'utiliser une approche axée sur la recherche-action participative en vue d'obtenir les preuves et de les présenter aux personnes qui doivent les entendre. Par participative, il faut entendre attirer toutes les personnes qui disposent de faits sur ces données et obtenir leur accord quant à la meilleure manière de les présenter.**

↘ **Les groupes de discussion dirigée sont une bonne manière de faire progresser ce débat. Ils lancent une discussion lors de laquelle les participants font part de leur connaissance des questions et peuvent aussi vous aider à identifier le manque d'informations. S'il y a accord sur ces questions, les participants de ces groupes cibles peuvent vous indiquer la direction que vous devez emprunter pour obtenir les informations supplémentaires dont vous avez besoin.**

↘ **Les approches participatives de la recherche-action vous permettent de créer un partenariat autour de votre projet dès le début. Elles développent un engagement parmi les personnes qui apportent leurs connaissances et leurs points de vue. L'engagement s'accompagne d'une volonté de jouer un rôle dans la communication sur ce qui devait être dit à des groupes de personnes plus larges.**

Phase quatre: Entreprendre une "analyse de pouvoir" de tous les groupes et toutes les institutions auxquels vous devrez vous confronter et avec lesquels vous devrez traiter au moment où vous développerez un projet

Les institutions se composent de personnes et elles adoptent souvent des positions dictées par une compréhension des intérêts de cette institution plus que par une appréciation des preuves disponibles. Mais si cela les conduit à adopter des positions qui sont contraires aux preuves, réfléchissez alors à ce que vous devez faire pour qu'elles s'écartent de cette position institutionnelle et se rapprochent un peu plus de la vôtre.

Cependant, la tâche est rendue encore plus difficile lorsque l'on réalise que l'institution de laquelle une personne donne la position concernant une situation particulière, fait partie d'un éventail d'autres institutions, dont chacune se compose de personnes qui se forgent une opinion à partir de leurs perceptions de la façon dont les intérêts institutionnels doivent être protégés.

L'analyse du pouvoir est une technique qui vous permet de frayer votre voie dans toutes ces couches de complexité et d'identifier où vous pouvez obtenir un levier pour vos idées et vos plans. Elle commence par identifier les principales parties prenantes et la façon dont elles sont en relation les unes avec les autres et recherche ensuite les manières dont les activités stratégiques peuvent provoquer des réalignements progressifs ou parfois rapides. Lorsque cela se produit, de nouvelles occasions s'ouvrent et il devient possible de progresser rapidement.

En pratique

L'immigration est un nouveau phénomène en Bulgarie et les journaux et médias basés à Sofia n'ont commencé que récemment à en rendre compte à leur lectorat et leur public. La manière dont cela s'est fait est façonnée par les attentes du marché en matière de consommation de médias de masse et, selon les modèles de la presse populaire d'Europe occidentale, certains journaux et groupes médiatiques ont supposé que cela impliquait des "mauvaises nouvelles" sur les immigrés, ce qui a pour effet de confirmer les stéréotypes négatifs des lecteurs.

↘ **Une analyse de pouvoir permet d'identifier et de déconstruire les composants imbriqués de cette réponse institutionnelle, ce qui permet alors d'établir un ordre du jour pour les discussions à mener avec les journalistes et les rédacteurs, leur suggérant ainsi que d'autres réponses à la présence des immigrés sont possibles.**

↘ **Il est également possible de leur donner l'exemple concret d'expériences positives, par exemple, les attitudes qu'adoptent les personnes vis-à-vis de la cuisine étrangère. Les citoyens bulgares ont un appétit croissant pour la cuisine des nouveaux immigrés. L'apparition dans les villes bulgares d'endroits où la nourriture étrangère est préparée et servie est considérée par des natifs comme une preuve que leur pays reprend sa place dans le courant traditionnel européen.**

↘ **Cette constellation de faits, combinée à un sens des intérêts et des motivations des organisations médiatiques, peut offrir une bonne image des types de projets qui seraient possibles pour apporter des changements culturels dans l'industrie des médias, de manière à mieux promouvoir des images positives et des visions optimistes de la migration.**

Phase cinq: Etablir des partenariats et des alliances

Les stratégies d'intégration pourraient commencer par les communautés de migrants mais devront bientôt s'atteler à la mise en place de partenariats et d'alliances pour assurer le progrès de leur cause.

Les phases évoquées ci-dessus aideront à se préparer au moment où des accords devront être conclus avec des organismes externes. La recherche-action participative vous aura aidé à identifier les acteurs clés et les intérêts qui peuvent apporter leur contribution au travail que vous voulez effectuer. L'analyse de pouvoir vous donnera la capacité de prévoir des questions à l'avance et de savoir comment les traiter.

Il est essentiel que votre projet connaisse la valeur qui viendra d'un engagement dans ce type d'activité. Savoir à l'avance et prévoir les résultats probables permettent l'option de sortir d'un accord. Il convient d'être méfiant avant de se lancer dans un projet lorsque les principaux facteurs qui motivent les personnes qui veulent travailler avec vous ne sont pas parfaitement connus. Si vous êtes engagé dans un partenariat avec des parties prenantes qui sont plus puissantes que vous, veillez à ce qu'elles comprennent le fond de votre projet et donnez-vous les moyens de vous dégager si la relation devient problématique.

Gérer un projet en partenariat de manière à répondre à vos objectifs peut être un défi mais, si votre projet dispose des aptitudes et des moyens pour anticiper, il augmentera votre capacité à influer sur les agendas politiques des autorités que vous essayez d'influencer.

En pratique

Le quartier de San Salvario a connu une histoire troublée, en proie aux agitations de communautés orientées contre les migrants. Un groupe communautaire influent a vu le jour, qui opère suivant le principe que les nouveaux venus sont sujets de "troubles" et sont indésirables dans la communauté.

↘ **Votre recherche a clarifié que cette position est basée sur un haut niveau de frustration vécue par la communauté d'accueil parce qu'elle croit que les autorités de la ville ne sont pas concernées par les problèmes de ce quartier. La communauté s'estime ignorée et cette vague de frustration s'est abattue sur les immigrés arrivés récemment.**

↘ **La question qui se pose ici pour le projet porte sur la façon dont le conseil municipal traite ce quartier et pas directement sur le point de vue des habitants plus anciens. Pour progresser, il sera nécessaire de détacher le groupe de la communauté locale de sa position actuelle et d'établir avec elle une relation centrée sur des attitudes tournées vers l'extérieur.**

↘ **Pour évoluer dans ce sens, il faudra probablement obtenir le soutien d'autres entités du quartier local, comme l'église locale, une branche syndicale ou des assistants sociaux et d'aide à la jeunesse. Cela impliquera aussi de relever des questions qui permettent de mieux illustrer votre point de vue, notamment que ce ne sont pas les immigrés qui sont la source des problèmes mais bien les propriétaires qui ont permis que le parc de logements soit laissé à l'abandon ou les services de la municipalité qui n'ont pas fait le nécessaire pour assurer la propreté des rues.**

↘ **Une telle argumentation sur ces questions clarifiera la nécessité de jeter des ponts entre les communautés et de mettre en place les partenariats que vous souhaitez lancer.**

Phase six: Etre confronté à des revers

Travailler sur la question de l'intégration et des droits des migrants implique souvent des revers. Même si vous disposez de preuves étayant la cause que vous souhaitez défendre et que vous bénéficiez du soutien de partenaires influents, vous pouvez être quand même confrontés à une hostilité tenace de la part des autorités et des tranches du public qui ne sont pas prêtes à accepter que les immigrés aient un droit à l'égalité de traitement.

Même dans ces circonstances, vous pouvez entreprendre des activités visant à développer l'intégration des migrants. L'une des choses les plus importantes consiste à examiner la dimension légale de la cause que vous souhaitez défendre.

Vous devriez vous demander si la question controversée traite d'un droit de l'homme fondamental, qui s'applique à toutes les personnes résidant dans la juridiction d'un Etat signataire de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, également connue sous le nom de Convention européenne des droits de l'homme. La Convention prévoit des réparations notamment pour des questions relatives au droit à la vie, à l'utilisation de la torture et au traitement cruel et dégradant, au travail forcé, au droit à la liberté, au droit à un procès équitable, à l'imposition d'une peine sans loi, à la liberté de pensée, de conscience et de religion, au droit au respect de la vie de famille et au droit de la libre expression. Même lorsque la législation nationale s'avère n'offrir aucune voie de recours aux personnes avec lesquelles vous travaillez, il vaut la peine de songer aux droits garantis par les lois du Conseil d'Europe et de l'Union européenne.

Lorsque vous planifiez votre projet, vous devriez donc examiner si vous aurez besoin de soutien et de conseils juridiques. L'occasion de travailler avec des avocats qui sont disposés à aider au développement de la dimension des droits de l'homme dans les questions que vous traitez peut être précieuse et devrait être saisie.

Généralement, même lorsque le ton de l'opinion publique et de la politique gouvernementale est hostile au travail que vous essayez de mener, vous trouverez toujours des groupes et des tranches de la société qui peuvent comprendre votre tentative et se montrer plus enclins à de la sympathie vis-à-vis de votre démarche. Vous pourriez escompter trouver des personnes engagées dans des perspectives antiracistes et cosmopolites dans ce groupe et éventuellement des syndicalistes et des personnes de conviction religieuse aussi. Dans certains aspects de votre travail, vous pouvez espérer faire appel au soutien de groupes concernés par l'égalité entre les sexes, les droits des jeunes, les droits des personnes âgées ou les personnes handicapées. Vous pourriez trouver des alliés parmi les groupes d'experts et de professionnels, qui peuvent confirmer les faits essentiels de la cause que vous tentez de défendre à partir de leur propre travail et leur propre expérience.

Bref, il y a toujours des alliés - soit directement présents soit potentiellement en gestation - et vos plans et stratégies devraient examiner comment les atteindre et les inclure le mieux possible.

En pratique

La politique menée par le gouvernement de Chypre s'avère particulièrement hostile aux droits des travailleurs migrants. Un groupe endosse le choc de telles attitudes. Il s'agit des travailleurs domestiques, qui constituent le groupe le plus important de migrants dans le pays. L'absence de toute disposition spéciale prévoyant d'assister ce groupe les a laissés exposés à des conditions flagrantes d'exploitation voire d'esclavage dans les ménages dans lesquels ils travaillent.

↘ **Au prix d'une travail assidu avec des chercheurs, des avocats, des syndicalistes et des activistes issus des communautés de travailleurs domestiques immigrés, vous travaillez à la constitution d'une coalition de base, qui contestera les attitudes des autorités et offrira un appui aux personnes affectées par leurs politiques.**

↘ **Il vous faudra notamment songer au point de vue adopté par les lois et politiques de l'UE sur ces questions de manière à pouvoir adhérer à un réseau à l'échelle européenne de groupes qui soutiennent les droits des migrants en vue d'explorer des possibilités de collaboration et d'assistance mutuelle. Vous vous êtes lancés dans une stratégie à long terme mais, avec une bonne planification, vous pourrez certainement atteindre vos objectifs.**

CONCLUSION

Ce guide pratique a été conçu afin de donner un aperçu des défis contemporains posés par l'intégration des migrants, ainsi que les politiques et les réalités de sa mise en oeuvre. Dans l'espoir de soutenir les organisations qui travaillent avec les communautés de migrants et leurs activités d'intégration aux niveaux local et régional, ce guide promulgue des conseils, spécialement en rapport aux 15 principes d'ENAR. Il a pour objectif de présenter des bonnes pratiques sur une gamme d'activités et d'actions différentes relatives à l'intégration des migrants, d'aider à imaginer des stratégies pour ceux qui poursuivent des projets d'intégration et d'améliorer les stratégies de communication afin d'atteindre des publics plus larges en vue de promouvoir une compréhension positive de l'intégration des migrants.

Nous vous souhaitons bonne chance et bon courage dans la poursuite de vos efforts!

Partenaires du projet

Le projet MRIP a été dirigé par le partenaire britannique d'ENAR, Don Flynn, du Migrants' Rights Network.

Le projet compte d'autres partenaires, à savoir:

- Spyros Amoranitis et Dina Sensi, Institut de recherche, formation et action sur les migrations (IRFAM) - Belgique
- Boris Cheshirkov, Association pour l'intégration des réfugiés et des migrants - Bulgarie
- Doros Polykarpou, KISA - Action pour l'égalité, le soutien et l'antiracisme - Chypre
- Luciano Scagliotti, Centro d'Iniziativa per l'Europa del Piemonte - Italie
- Victoria Kawesa, Centre contre le racisme - Suède
- Zrinka Bralo et Ioanna Thomadakis, UK Race and Europe Network - Royaume-Uni

NOTES

GUIDE PRATIQUE: PROJETS D'INTEGRATION AU NIVEAU LOCAL

Ce guide pratique a été conçu pour aider les groupes qui travaillent dans des contextes locaux et régionaux avec les communautés de migrants dans le domaine de l'intégration. Il donne des conseils sur les principes qui devraient sous-tendre des projets cherchant à promouvoir l'intégration comme un "processus dynamique à double sens d'acceptation mutuelle de la part de tous les immigrants et résidents des Etats membres".

Il met en valeur les pratiques prometteuses d'intégration des migrants en vue d'informer les associations qui recherchent des exemples de bonne pratique dans ce domaine. Ce faisant, le guide pratique expose les façons dont l'intégration des migrants s'insère dans le cadre plus large de la politique sociale et des politiques menées au niveau de l'Union européenne et des Etats membres, ainsi que des préoccupations des autorités régionales et locales. Il vise également à influencer les approches d'autres pays et, surtout, celle de l'UE, en ayant un impact sur des politiques d'intégration constructives élaborées aux niveaux local et national.

Ce guide se doit d'apporter une réponse aux questions portant sur les sujets suivants:

- Les objectifs que les projets d'intégration des migrants devraient poursuivre;
- L'éventail des activités et des actions qui feront progresser vers la réalisation de ces objectifs;
- La façon dont le fonctionnement du projet peut être suivi afin de garantir que les objectifs sont atteints;
- La façon de communiquer les résultats du projet à un plus grand public.

Le Réseau européen contre le racisme (ENAR) regroupe plus de 700 associations œuvrant pour lutter contre le racisme dans tous les Etats membres de l'Union européenne et est la voix du mouvement antiraciste en Europe. ENAR est fermement résolu à lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, à promouvoir l'égalité de traitement entre citoyens de l'UE et ressortissants de pays tiers et à assurer la liaison entre les initiatives locales/régionales/nationales et les initiatives de l'Union européenne.

Réseau européen contre le racisme aisbl

60 Rue Gallait, 3ème étage, B-1030 Bruxelles, Belgique
Tel: +32 (0)2 229 3570 • Fax: +32 (0)2 229 3575
info@enar-eu.org • www.enar-eu.org